

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Planification et contrôle ouvrier

*par Raymond GUILLORÉ*

Aujourd'hui De Gaulle... Demain ?

*par Maurice PIOLET*

Première défaite russe

et défaite continue de l'Amérique

*par Robert LOUZON*

Où conduit le "tournant" italien ?

*par Hugo ROLLAND*

Il y a quarante ans :

La naissance de la C. G. T. U.

*par Roger HAGNAUER*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 8 NF ( 800 fr.)  
Un an . . . . . 15 NF (1.500 fr.)

### EXTERIEUR

Six mois . . . . . 10 NF (1.000 fr.)  
Un an . . . . . 18 NF (1.800 fr.)  
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.  
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 470 - Mars 1962

Planification et contrôle ouvrier . . . . .	R. GUILLORE
Aujourd'hui De Gaulle... Demain ? . . . . .	M. PIOLET
Notes d'économie et de politique : La première défaite russe. — Défaite continue de l'Amérique. — Précision . . . . .	R. LOUZON
Chronique de l'Union des Syndicalistes : Un mois après. — L'égalité. — Un nouvel indice des prix de détail . . . . .	R. G.
Salut aux morts pour la liberté . . . . .	P. RUFF
Discussion sur la libre entreprise . . . . .	J. FONTAINE
Où conduit le « tournant » italien ? . . . . .	H. ROLLAND
Parmi nos lettres : Sur le problème algérien (J. Cavignac). — Le parti socialiste « fourrier du fascisme » (J.-P. Samson). Il y a quarante ans : la naissance de la C.G.T.U. . . . .	R. HAGNAUER
Quand les yeux s'ouvrent.	
Après notre réunion avec la C.F.T.C.	
Protestation contre le refus d'une salle par la Bourse du Travail.	
Lettre d'Espagne : Inflation et coût de la main-d'œuvre.	
A propos d'une exposition du peintre mexicain Siqueros : Victime ou assassin ?	
Propos irréguliers. La capitulation de Munich. — A propos de Georges Bonnet. — La décolonisation de l'Allemagne fédérale. — Mots d'ordre simples. — L'agression contre Cuba . . . . .	R. H.
Au sujet de F.O. et de la C.I.S.L. . . . .	R. LAPEYRE
A travers les livres : Arts de masse et grand public . . . . .	A. LAUDE
Marthe Bigot . . . . .	LE NOYAU
En souvenir de « la marraine » de Périgny	R. H.

## ENTRE NOUS...

Un de nos amis nous écrit pour regretter la longueur de certaines études. Il le dit, d'ailleurs, sans aucune acrimonie. Il pousse même la cordialité jusqu'à reconnaître que ces études peuvent être intéressantes, mais qu'elles devraient plutôt former la matière de brochures ou même de livres.

Cette suggestion pose la question des éditions. L'Union des Syndicalistes et la R.P. ont fait un effort relativement important en ce domaine. On trouvera sur la couverture de nos numéros la liste des brochures publiées. Nous n'apprenons à personne que le succès ne correspond ni à la valeur des écrits, ni aux charges supportées. Il est vrai qu'une brochure peut répondre à une réussite immédiate — en ce cas elle vieillit plus vite qu'un numéro de la R.P. — ou bien, elle a la valeur d'un livre abrégé ou condensé. Et sa diffusion peut s'étendre sur plusieurs années.

Si le syndicalisme avait repris toute sa vigueur, on pourrait sans doute envisager un développement de son œuvre éducative par des cours, conférences, éditions de tracts et de brochures, constitution d'une bibliothèque où l'on pourrait consulter les ouvrages indispensables à la formation et la documentation des militants — avec un service d'éditions organisant la publication d'ouvrages nouveaux, indispensables. Il n'est pas vrai que les techniques modernes soient les seules causes du mépris des livres. Bien au contraire, les émissions et les images peuvent éveiller la curiosité intellectuelle et le désir de nouvelles acquisitions. Au reste, cette insuffisance de la culture par le livre frappait déjà nos aînés, alors que le cinéma, la radio n'attiraient pas encore une importante clien-

tele. Marcel Martinet a consacré à ces problèmes un ouvrage remarquable sur la culture prolétarienne. Et Marcel Hasfeld, en fondant la Librairie du Travail, envisageait de multiples éditions à multiples caractères et effets.

Le mal (est-il nouveau ?) c'est la hiérarchie imposée aux ouvriers. Il y a l'intellectuel qui pense pour les autres. Il y a le militant qui doit se documenter par obligation professionnelle. Les autres — la masse — n'ont que le droit de répondre aux convocations ou même simplement de voter et de payer.

La seule raison d'être de la R.P. c'est justement de détruire cette hiérarchie. Même si le syndicalisme officiel disposait, comme aux Etats-Unis, de puissants moyens de propagande et d'éducation, il faudrait en marge des organisations officielles une revue totalement libre comme la nôtre. C'est peut-être d'ailleurs ce qui manque le plus au mouvement américain — malgré des tentatives fort intéressantes.

Une revue qui doit combler de multiples lacunes. Remplacer l'organe de discussion qui n'est jamais le périodique officiel. Tenir des chroniques régulières. Publier des monographies assez denses pour remplacer les brochures et les ouvrages nécessaires, ou même fournir la matière d'éditions futures. Et surtout se présenter comme une tribune libre où se rencontrent les responsables et les « sans galons », égaux dans la confrontation des opinions et l'expression des idées.

Nous savons bien que notre revue ne remplit pas convenablement ces multiples rôles. Ce n'est pas notre bonne volonté qu'il faut incriminer. Nous ne pouvons que répéter nos slogans ordinaires :

1° Elargir le cercle de nos collaborateurs;

2° Nous fournir les moyens financiers d'augmenter notre format, notre diffusion et notre public.

# PLANIFICATION et CONTROLE OUVRIER

Les 17 et 18 mars — c'est-à-dire à peu près au moment où nos abonnés recevront ce numéro — se tiendra, à la salle du Syndicat du Livre parisien, un colloque sur *les conditions d'une planification démocratique*. Tout syndicaliste prendra un grand intérêt, sinon à ce colloque lui-même, du moins au sujet qu'il examine. Je sais bien qu'il en est qui résolvent le problème en le niant. Pas de planification possible en régime capitaliste, disent-ils. Mais quand on a vu ce que donnait la planification dans un régime dit « socialiste » — de socialisme d'Etat, ou de capitalisme d'Etat, comme vous voudrez, parce que c'est deux façons de désigner exactement le même régime — alors, on se demande quand la planification, la bonne, sera possible. Il n'y a qu'à faire la révolution, diront les mêmes. Mais qui la fera, si ce n'est le Bon Dieu ? Cela pour dire que la croyance, la foi sans base rationnelle, n'est pas le privilège de ceux qui croient au Bon Dieu.

Pendant ce temps-là, la planification n'attend pas. Nulle part — vous m'entendez, nulle part — n'existe le capitalisme libéral. Le plan est devenu la panacée, non plus seulement des socialistes d'Etat, mais des nouveaux maîtres du capitalisme technocratique. Ce n'est pas pour rien que les crises périodiques sont, non pas supprimées (Dieu me garde de verser dans une telle hérésie !), mais atténuées, réduites à des fluctuations que l'on appelle maintenant, quand elles sont descendantes, des « récessions ». Nous devons laisser les croyants croire, en dépit des évidences et des discussions sans cesse reprises devant les instances dirigeantes, que, « dans le monde socialiste », ces fluctuations n'existent pas. Mais je dois me garder d'élargir trop mon sujet par cette propension qu'on a de vouloir convaincre tout le monde, et d'un seul coup. C'est une discussion qui s'ouvre ici entre syndicalistes. Car il n'est pas de question qui puisse les intéresser plus que celle-là.

La planification a été préconisée par toutes les écoles socialistes. Je dis bien : toutes. J'ai lu encore récemment dans « Le Monde Libertaire » des articles fort savants sur la planification nécessaire. Contre « l'anarchie de la production capitaliste », génératrice de crises et de guerres, le plan créerait l'ordre dans la production et les échanges. Restait à sauvegarder la liberté. L'expérience russe a apporté la preuve que si le Plan parvenait difficilement à créer « l'ordre économique », il était, au contraire, très efficace pour supprimer la liberté. Il se pourrait donc bien que le problème de la planification démocratique — auquel Eugène Descamps, secrétaire général de la C.F.T.C., donnait, dans l'exposé qu'il fit récemment devant nous, toute l'importance qu'il mérite — il se pourrait donc bien que ce problème résumât toute la question sociale de notre époque. Bien entendu, avant d'essayer de le résoudre, il y a déjà plusieurs façons

de le poser. Ensemble, nous devrions nous attacher à le bien poser pour parvenir, s'il est possible, à le mieux résoudre.

Ce colloque des 17 et 18 mars nous fournira sans doute des matériaux. Le droit nous restera d'en tirer de bonnes conclusions ouvrières, et nous n'avons pas besoin de l'attendre pour commencer de discuter. Ce colloque réunit, à côté de syndicalistes de la C.F.T.C. et de la C.G.T., des universitaires et des étudiants de l'U.N.E.F., des hommes politiques de la « gauche », avec tout ce que cette désignation peut comporter de facilité. Seuls, les communistes sont exclus, comme présumés partisans d'une planification non démocratique. Cela n'est peut-être pas suffisant pour que la planification, dans les nouveaux atours où ce colloque nous la présentera, soit vraiment démocratique.



Comment pouvons-nous envisager une démocratisation du Plan ? C'est-à-dire, au fond, une participation ouvrière active, un contrôle des exécutants ? On peut la voir par le sommet (des mauvaises langues diraient : bureaucratiquement), par la présence de militants représentant les syndicats ouvriers dans les organismes d'élaboration du plan. C'est sur ce point-là qu'une grande discussion s'est instaurée au dernier congrès de « Force Ouvrière ». Les opposants fondaient d'ailleurs leur opposition, davantage sur la nature du pouvoir actuel, président au Plan, que sur le principe même de la participation. Eugène Descamps dans l'exposé qu'il nous fit de l'orientation de sa centrale, tirait beaucoup de fierté du fait que cent cinquante militants des syndicats chrétiens prenaient part aux groupes de travail du Plan. C'est peut-être en effet, un moyen pour que le point de vue ouvrier, ou défini comme tel, se fasse tant bien que mal une place dans ces instances secrètes où s'édifie le Plan sacrosaint. Pourvu que ces représentants — au deuxième ou au troisième degré au moins — se trouvent immunisés contre une contamination, une singerie technocratique que l'expérience nous a révélées très pernicieuses.

Mais c'est à un autre niveau qu'on peut parler de démocratisation réelle. Pour que le Plan, contraignant le plus possible pour les choses, le soit le moins possible pour les hommes, c'est aux exécutants, à ceux qui sont à la base de l'édifice et qui supportent tout son poids, qu'il faut donner la parole.

L'épisode de Decazeville éclaire d'une sombre lueur ce qu'est une planification non démocratique. Nous en connaissons d'autres, non moins graves, si les bureaux ministériels, technocratiques, ou même syndicaux, se contentent de répéter : « Le Plan est fait ! » Voulez-vous parier que nous verrons bientôt des « camarades responsables » dénoncer notre « démagogie » ? Nous les laisserons dire, et nous étudierons pratiquement comment les

unions départementales de syndicats, les unions locales peuvent participer à une décentralisation active. Ce n'est là, d'ailleurs, qu'un aspect du problème et qui n'est pas le plus ardu. Il n'y a pas de démocratisation de l'économie sans intervention plus ou moins directe des ouvriers sur le lieu même où ils doivent enfin « réaliser » le Plan, le faire sortir des schémas, lui donner une forme vivante.

Comment les comités, les conseils, au niveau de l'entreprise moderne, peuvent-ils exercer le contrôle ouvrier ? Comment les syndicalistes peuvent-ils commencer à faire entrer dans les faits la seconde partie de la Charte d'Amiens, celle qui s'élève de la revendication à la gestion et à la direction ?

Voilà les questions sur lesquelles nous appelons ici à une discussion théorique et pratique. Je ne vois pas de plus utiles, ni de plus urgentes.

Pour les camarades mieux armés que moi dans la bonne doctrine révolutionnaire, le contrôle ouvrier est une revendication de la « période transitoire ». Ils appellent ainsi une période assez floue qui n'est déjà plus l'ancien régime, et qui n'est pas encore le nouveau. Mais il se pourrait bien que le contrôle ouvrier, aujourd'hui arme de défense contre le capitalisme d'Etat, condition nécessaire d'une « planification démocratique » ne connaisse pas de période transitoire et soit la clef unique d'une vraie révolution ouvrière.

R. GUILLORE.

## AUJOURD'HUI DE GAULLE... DEMAIN ?

La droite et ses extrêmes, le nationalisme étroit teinté de fascisme, ont perdu la bataille de l'Algérie française, marquant ainsi la fin d'un colonialisme condamné par l'histoire. Quels que soient encore les soubresauts des Européens d'Algérie, du pouvoir ou du F.L.N., la voie conduisant à l'indépendance de l'Algérie est maintenant déblayée. Qu'on s'en félicite ou qu'on le regrette, c'est un fait !

La question algérienne en voie de liquidation, l'heure de vérité va bientôt sonner pour la V<sup>e</sup> République qui va maintenant se retrouver devant des problèmes cachés ou suspendus par le conflit algérien, tels qu'enseignement, niveau de l'emploi, salaires, politique sociale et devenir de la démocratie.

La droite neutralisée pour un temps, le pouvoir gaulliste se retrouve face à une classe ouvrière divisée, dont le syndicalisme constitue le fer de lance, appuyée par les partis d'une gauche dispersée. Un autre élément étant le communisme et ses satellites (C.G.T.) conduisant un jeu qui ne peut s'identifier avec les intérêts des travailleurs de ce pays par sa soumission inconditionnelle à un des blocs luttant pour la domination du monde.

Face au monde ouvrier, quelles seront les décisions du régime dans le domaine économique et social ?

Recherchera-t-il l'adhésion des travailleurs à sa politique ou continuera-t-il de son piédestal technocratique à promouvoir une économie prudente, stabilisatrice du niveau de vie et des lois sociales marquées d'un paternalisme autoritaire ?

Tels que nous connaissons le général et son entourage, et compte tenu des aspirations du syndicalisme, à terme plus ou moins lointain, le conflit avec la classe ouvrière est probable.

Les origines sociales, l'esprit, les méthodes et les objectifs des hommes gaullistes sont trop différents des nôtres pour être effacés. Les liens de beaucoup d'entre eux avec le grand capital et avec la nouvelle bourgeoisie technicienne sont trop étroits pour croire qu'ils puissent élaborer une doctrine sociale, qui soit autre chose qu'un néo-capitalisme.

Depuis le 13 mai, toute l'action politique de nos gouvernants s'est inspirée d'un centralisme étatique, d'essence césarienne et non démocratique, dont le moteur et le symbole sont le Président de la République.

Cet homme, parfois, peut être généreux, habile politique dans les circonstances dramatiques, mais aristocrate de nature, donc rejetant tout partage d'autorité, est l'opposé du monde ouvrier avec ses tendances démocratiques s'appuyant sur l'adhésion, la gestion et le contrôle du plus grand nombre.

L'un travaille pour l'histoire, les autres pour l'homme.

L'un est une puissance circonstancielle, donc éphémère ; les autres tirent leur force de l'énergie du peuple qui, sous des formes différentes, gardent des idéaux constants : désir d'émancipation, goût de la liberté, développement du progrès social, sens de la dignité, etc.

De Gaulle, « Homme de la Paix en Algérie », va regagner du prestige auprès des Français, mais l'affection du peuple est inconstante et l'attachement à sa personne s'usera rapidement au contact de la réalité quotidienne.

Pour tout cela, la succession gaulliste inquiète certains qui spéculent sur des données bien éloignées de nos idées syndicalistes. Dans notre siècle de la vitesse, les idoles comme les techniques sont vite dépassées par l'événement. Ce qui est solide, ce qui dure, ce sont les germes profonds apportés par l'éducation, la culture et les réalités économiques. C'est ce que les artisans d'une société nouvelle doivent sauvegarder et développer. **Dans ces perspectives, la défense de l'école laïque, la formation des responsables syndicaux, l'information des travailleurs et la prise de responsabilités économiques dans les organismes publics ou semi-publics sont particulièrement importantes**, sans pour autant négliger l'action revendicative.

Le syndicalisme doit former les responsables de la société de demain, celle qui rejettera l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est là sa nature et sa vocation. Il pourra côtoyer dans certaines circonstances des compagnons de route sur les chemins de la politique, mais il ne peut s'identifier à eux sans renoncer à sa personnalité et surtout à son efficacité. L'exemple d'une C.G.T. domestiquée par le parti communiste doit être une leçon permanente.

Le syndicalisme n'ambitionne pas le pouvoir politique, sa voie est celle d'abord du contrôle et ensuite, de la gestion économique. Cette mission accomplie, les problèmes politiques apparaîtront à leur juste mesure et avec une nouvelle morale.

Chose simple pour les syndicalistes, chose conforme à l'esprit clairvoyant de la Charte d'Amiens, mais qu'il est bon de rappeler et de souligner à l'heure où le nouveau syndicalisme chrétien écoute d'une oreille charmée les sirènes de la politique chantant un air P.S.U. (1).

Maurice PIOLET,  
U.D.-F.O. Loire.

(1) Réflexion non péjorative, mais simple reflet d'une réalité qui apparaît surtout dans des rencontres avec des camarades C.F.T.C. ou P.S.U. qui ont par ailleurs, toute mon estime.

# Notes d'Economie et de Politique

## LA PREMIERE DEFAITE RUSSE

Dans la « R.P. » de novembre dernier, j'avais indiqué toute l'importance qui me paraissait devoir être donnée à la déclaration du 17 octobre, par laquelle Khrouchtchev faisait savoir qu'il n'exigerait plus un règlement de la question de Berlin avant le 31 décembre.

Cette déclaration marquait, en effet, le premier recul de la Russie, son premier recul notable depuis plus de quarante ans, depuis Brest-Litovsk.

Cependant, je laissais ouverte une question : n'était-ce point là qu'un recul tactique, un recul destiné simplement à attendre l'année 1963 au cours de laquelle, selon des prévisions toujours valables, Moscou disposera, non plus d'une soixantaine de fusées atomiques intercontinentales comme c'est le cas aujourd'hui, mais de plusieurs centaines, et cela alors que l'arsenal américain en fusées Minuteman commencera seulement à se remplir.

Or, les événements politiques de ces derniers mois incitent à penser qu'il ne s'agit pas d'un recul temporaire, mais bien d'un recul définitif. Si, en effet, il n'en était pas ainsi, si Khrouchtchev avait été en mesure de faire savoir à ses partenaires que la grande explication avec l'Occident n'était remise qu'à l'année prochaine, que la fin de la « coexistence pacifique » était simplement ajournée d'une année ou deux pour des raisons de pure technique militaire, on comprendrait difficilement pourquoi il serait en butte actuellement à des difficultés au sein de l'Internationale communiste (avec la Chine et, sans doute aussi, avec Pankov) et même au sein de son propre parti, comme cela semble bien avoir été le cas en janvier dernier.

Par contre, ces difficultés s'expliquent très facilement si, en cessant d'exiger une nouvelle convention sur Berlin pour le 31 décembre dernier, Khrouchtchev a abandonné du même coup toute idée de soumettre l'Occident par la force des armes.

Car le peuple russe et ses alliés ne sont pas sans se douter, et leurs dirigeants sans savoir, que la Russie a eu la possibilité d'acquiescer une supériorité écrasante sur l'Occident, et que cette possibilité, Khrouchtchev l'a laissée échapper.

Les prévisions que les Américains avaient faites, il y a quelques années, sur l'importance de la force nucléaire dont disposeraient les Russes au début des années 60, la conviction qu'ils avaient acquise qu'il y aurait alors ce qu'ils appelaient un « gap », un « trou » de plusieurs années durant lequel la richesse de la Russie en fusées atomiques intercontinentales sera largement supérieure à celle des Etats-Unis, étaient fondées sur des bases solides.

L'état-major américain avait appris par ses services d'espionnage que les Russes avaient mis au point une fusée intercontinentale d'une rare puissance et d'une grande précision, ce que, d'ailleurs, les exploits russes dans l'espace devaient confirmer peu après d'une façon éclatante, et ils en avaient conclu que, conformément à leur habitude pour toutes les armes qu'ils avaient mises au point, ils allaient se mettre immédiatement à fabriquer ces fusées au maximum de leur capacité de production. Connais-

sant à peu près cette capacité de production, le Pentagone en avait déduit facilement le nombre de fusées intercontinentales dont Moscou disposerait en ces années critiques de 60, 61, 62, pendant lesquelles la production américaine en fusées ne pourrait être, elle, que très petite.

Or, ainsi que je l'ai déjà signalé en novembre, ce sont ces prévisions qui ne se sont pas vérifiées. Les Russes ne disposent présentement que d'une soixantaine de fusées intercontinentales (rapport de l'amiral français Dougue à la réunion des ministres de l'O.T.A.N.), contre 55 fusées du même ordre (fusées Atlas) prêtes à tout moment à être tirées du sol américain (déclaration du général Power, commandant de la force stratégique aérienne américaine). Dans ces conditions, il ne peut plus être question pour le Kremlin de dicter sa loi, sans guerre, à la Maison Blanche, et, par voie de conséquence, à l'Europe.

Une opportunité énorme, colossale, qui aurait pu faire de la Russie, presque sans coup férir, la maîtresse du monde, a été manquée.

La première question qui se pose est alors celle-ci : pourquoi les Russes ne se sont-ils pas comportés comme les Américains pensaient qu'ils le feraient ? Pourquoi n'ont-ils pas mis tout le paquet ? Tout le paquet sur les fusées intercontinentales ? Car, remarquez bien qu'ils l'ont mis sur les fusées à moyenne portée, c'est-à-dire sur les fusées à destination de l'Europe : de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre. De ces fusées ils en ont, en effet, 200, soit le chiffre maximum utile, puisque 200 fusées permettent de détruire entièrement l'Occident européen. Or, l'ennemi, l'ennemi à abattre, celui dont la défaite permettait d'avoir tout, c'était l'Amérique ; à quoi pourrait servir d'annihiler la résistance européenne, si l'Amérique demeurait indemne ? Tandis que, au contraire, si l'Amérique tombait, l'Europe suivait nécessairement. Alors, pourquoi faire porter l'effort, non sur les fusées intercontinentales, les seules décisives, mais sur les fusées « européennes », dont la valeur est nulle s'il n'y a qu'elles ?

Naturellement, il est impossible de répondre à pareille question. Est-ce pour des raisons techniques, ou est-ce pour des raisons politiques, mais on ne voit pas bien lesquelles ? Ou bien cela résulte-t-il simplement d'une erreur de jugement ? En montrant à l'Europe qu'il avait de quoi la détruire — ce qu'il a répété à satiété à tous ses interlocuteurs européens — Khrouchtchev s'imaginait-il que cela suffirait pour mettre l'Europe à genoux, quoi que fasse l'Amérique ?

En tout cas, quelle que soit la cause, le fait est là : l'avance technique russe dans le domaine des fusées aurait pu permettre à la Russie de devenir en ces années 60 la première puissance militaire du monde et, par suite, la maîtresse du monde. Or, cela n'a pas été. L'avance technique de la Russie n'a pas été utilisée par elle, elle lui a permis tout juste de conserver l'égalité avec l'Amérique, mais non de la dépasser.

Dès lors, on comprend que le responsable de cet échec, soit en Russie, soit ailleurs, trouve des gens qui le lui reprochent ; il serait extraordinaire qu'il en fût autrement.

Les discussions prétendent « idéologiques »

sur la « coexistence pacifique » ne sont, en réalité, que des discussions politiques traitant d'un problème concret : faut-il dès maintenant diriger tous les efforts vers la création d'un appareil technico-militaire capable d'attaquer et de vaincre l'Amérique, ou bien faut-il remettre cela à un jour plus ou moins lointain et indéterminé ?

L'ignore, naturellement, quelle est l'exacte importance de l'opposition que Khrouchtchev rencontre, à cet égard, dans son propre parti, mais il est à présumer qu'elle est moindre que celle qu'il rencontre dans les pays satellites, en Chine et en Allemagne de l'Est, tout particulièrement.

Cela, parce que les Russes, pour l'instant du moins, sont repus. Certes, ils ont encore possédés du virus de l'expansionnisme, mais ils se sont tellement étendus à la fin de la seconde guerre mondiale, en sautant de la Vistule à l'Elbe et du Dniester aux portes de Vienne, qu'il leur faut prendre le temps de souffler ; ils ont besoin de reprendre haleine.

Il n'en est pas de même pour les Allemands de l'Est ni pour les Chinois.

La République de Pankov est un modèle d'instabilité. Elle ne peut trouver son assiette qu'en englobant toute l'Allemagne. D'où l'hostilité latente d'Ulbricht à l'égard de Khrouchtchev, et qui durera tant que Khrouchtchev n'acceptera pas de s'engager à réunir les deux Allemagnes, au besoin par la force, en un seul Etat communiste.

Quant aux Chinois, ils ont encore de meilleures raisons de ne pas être satisfaits de leur condition présente. Même sans tenir compte de leur besoin d'expansion qui est encore plus virulent que chez les Russes, il ne faut pas oublier qu'ils ont l'ennemi à leurs portes. Les Américains sont à Okinawa, à Formose et aux Pescadores, avec leur flotte et leurs avions, à quelques centaines de kilomètres donc, des côtes chinoises, sans parler de Quemoy et de Matsu qui n'en sont qu'à une portée de canon.

Il y a là une menace dont ils ne peuvent pas ne pas vouloir à tout prix se débarrasser. Or, pour s'en débarrasser, il leur faut faire la guerre à l'Amérique, et pour pouvoir faire la guerre à l'Amérique, il leur faut, autant que possible, l'appui de la Russie.

Voilà pourquoi l'opposition que Khrouchtchev rencontre pour sa politique de « coexistence pacifique », c'est-à-dire de la remise à plus tard de la grande explication Est-Ouest, est beaucoup plus forte à Pékin et à Berlin qu'à Moscou même, et que c'est dans ces deux villes, surtout, qu'on risque de lui faire payer cher le fait d'avoir manqué l'occasion qui lui était offerte de pouvoir disposer de fusées intercontinentales capables de détruire l'Amérique alors que celle-ci n'avait encore rien à leur opposer.

## DEFAITE CONTINUE DE L'AMERIQUE

Les Américains qui, comme on le sait, adorent les statistiques et les enquêtes, ont récemment procédé à un « Gallup » sur la question suivante :

« Voudriez-vous nous dire si ce sont les Etats-Unis ou la Russie qui sont en train de gagner la « guerre de propagande », c'est-à-dire lesquels font le meilleur travail pour gagner les peuples du monde à leurs points de vue ? »

Voici les résultats :

En interrogeant des gens de toutes classes, on en a trouvé 40 % qui ont répondu que c'était la Russie qui faisait le meilleur travail, tandis que 33 % seulement prétendaient que c'étaient les Etats-Unis (les 27 % restant n'avaient pas d'opinion). D'autre part, dans une interrogation qui

ne portait que sur des gradués de l'Université, les résultats ont été encore plus nets : 57 % des réponses ont été en faveur de la Russie, et 20 % seulement en faveur des Etats-Unis.

Ainsi, malgré son orgueil national et sa haine de la Russie, le peuple américain lui-même — tant les choses sont évidentes — est obligé de reconnaître que ce sont les Russes et non lui qui sont en train de gagner la « guerre de propagande ».

On se demande d'ailleurs comment il pourrait en être autrement.

En Amérique tout est à vendre, hommes politiques, magistrats, policiers et intellectuels, et on y trouve cela tout à fait normal, comme le prouve le fait qu'on y a élu comme vice-président, sans la moindre hésitation, un homme comme Nixon qui venait de reconnaître publiquement que, depuis le jour où il avait été élu sénateur, il touchait régulièrement une grosse mensualité de la part d'un groupe d'hommes d'affaires de Californie, afin de « défendre leurs intérêts » au Sénat.

Aussi, les Américains croient-ils dur comme fer que tout, partout, n'est qu'une question de dollars. Qu'on peut tout réussir à coup de billets de banque. Alors, naturellement, c'est en partant de cette croyance qu'ils ont conduit leur « guerre de propagande ». Dans tous les pays, ils ont créé des associations, lancé des publications et acheté des hommes pour faire fonctionner tout cela. Le résultat en a été, comme il fallait s'y attendre, que l'Amérique ne dispose, pour faire sa propagande, que de médiocres et de ratés qui font leur boulot sans conviction et avec un tel souci de donner des gages à ceux qui les paient que leurs outrances vont exactement dans la direction opposée à celle du but poursuivi. Leur façon d'attaquer le « communisme » est, en règle générale, si répugnante que, quand on lit leurs feuilles, on se sent immédiatement envie d'aller se faire inscrire à la cellule la plus proche. Si bien, que je me suis souvent demandé si les rédacteurs de ces feuilles ne mangeaient pas à deux rateliers, s'ils ne touchaient pas à l'ambassade russe pour saboter le travail qui leur était demandé par les agences de l'Etat américain.

Que ces messieurs du Département d'Etat me permettent de leur donner un conseil : s'ils veulent diminuer quelque peu l'avance que les Russes ont sur eux dans le domaine de la propagande, qu'ils suppriment tous leurs services de propagande ! qu'ils coupent les vivres à leurs folliculaires. Cela n'améliorera pas seulement leur balance des comptes, qui leur a donné quelque souci ces temps derniers, ça améliorera aussi leur position dans les futurs Gallup.

Mais, cela ne suffira tout de même pas à leur faire battre les Russes. Car, en dernière analyse, il n'est point de propagande qui soit efficace, autre que celle des faits. Les faits parlent par eux-mêmes, et quand ils parlent contre vous, la meilleure et la plus désintéressée des propagandes elle-même, est sans effet possible.

Or, les faits, presque toujours, parlent contre l'Amérique

Prenons un exemple.

Russie et Amérique se disputent l'influence dans les pays dits « sous-développés », à coup de roubles et de dollars. Mais, disent les Russes, notre aide à nous est désintéressée, aucune condition politique n'y est attachée. Et, de fait, il est de notoriété publique que la Russie consent de larges crédits à l'Egypte bien que Nasser maintienne en geôle depuis des années tout ce qu'il y a dans le pays de communistes et de sympathisants.

Tandis que les Américains ! Quelle que soit la puissance de leur propagande, voire son habileté, quel que soit le nombre de dollars qu'ils peuvent y consacrer, ils ne pourront faire croire à personne que leur aide aux Etats du Tiers-Monde n'est point liée à des conditions politiques, tellement les faits sont criants. D'ailleurs, avec le manque total de pudeur qui leur est habituel, ils ne s'en cachent pas ; ils s'en vanteraient presque.

Ainsi, prenez le cas du Laos.

Washington s'est engagé à verser au gouvernement du Laos, le gouvernement « royal », celui dont le premier ministre est Boun Oum, une subvention de 4 millions de dollars par mois. Cette subvention qui est absolument indispensable à ce gouvernement pour lui permettre de vivre, lui est versée normalement le premier du mois. Or, étant donné que Boun Oum est réticent devant la politique actuelle du Département d'Etat qui tend à l'éliminer au profit de Souvanaphouma, il renâcle assez souvent à faire ce que Washington lui demande ; alors, aussi sec, les premiers jours du mois se passent sans que l'Amérique verse les 4 millions, ce qui oblige naturellement Boun Oum à s'incliner et à faire au moins un geste qui soit de nature à satisfaire l'Amérique, geste au lendemain même duquel, il lui est versé la mensualité en retard !

Cela se fait, je le répète, sans le moindre camouflage. Le Département d'Etat a l'air de trouver cela tout naturel ! Moi, je veux bien, mais comment, après cela, les services de propagande dudit Département pourront-ils faire croire à l'Asie que l'aide américaine est désintéressée, que c'est de la pure philanthropie !

Il en est de même en Amérique Latine, où les procédés sont un peu moins grossiers, mais où la réalité est aussi manifeste.

Comme on le sait, Washington a décidé qu'il fallait écraser à tout prix Cuba qui s'était permis — ô crime des crimes ! — d'exproprier l'*United Fruit* et la *Standard Oil*, et que, pour y parvenir, il fallait, entre autres, soumettre la grande île des Antilles à un blocus rigoureux, non seulement de la part des Etats-Unis, mais, si possible, de tout le « monde libre », et, en tout cas, de la part de l'Amérique Latine. En conséquence, Washington réunit à Montevideo, en août dernier, une conférence de tous les Etats de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud, pour leur soumettre un plan... d'aide. On allait fonder une « Alliance pour le Progrès » au nom de laquelle 20 milliards de dollars seraient versés par les Etats-Unis aux autres pays d'Amérique en dix ans.

Mais, ce n'était là que le premier temps de l'opération. Quatre mois après, une nouvelle conférence des mêmes pays était réunie, également en Uruguay, mais, pour cette fois, décider du blocus de Cuba !

Le marché était alors évident ! « Nous avons promis 20 millions de dollars, nous allons commencer à vous les payer dès cette année à raison de 3 millions, mais, donnant donnant, vous ne les aurez que si vous boycotez Cuba. »

Bien qu'un peu moins grossier que celui employé au Laos, le procédé l'était encore suffisamment pour qu'un certain nombre d'Etats américains, particulièrement les plus grands, parce que, de ce fait, ils dépendent moins des subsides américains, se refusassent à marcher, de sorte que le Département d'Etat ne parvint à enlever un vote favorable que pour une motion très édulcorée et juste à la majorité requise.

N'empêche qu'il n'y a pas un pays qui, là

aussi, n'ait vu, tellement il était clair, le jeu de l'Amérique. Et qu'après un pareil chantage, toute la propagande que pourront faire les Etats-Unis sur l'aide « désintéressée » qu'ils apportent à l'Amérique Latine, aura juste le même effet que de pisser dans un violon ! (1).

Résumons-nous.

Tant que la propagande américaine ne sera faite que par des écrivains à gages, ou par d'ex-révolutionnaires pour lesquels l'anti-communisme n'est que le masque destiné à cacher leur ralliement à l'ordre bourgeois — et surtout, tant qu'il y aura un divorce total entre ce que la politique américaine prétend être, et ce qu'elle est en fait, tant que Washington se prétendra le champion de la liberté, tout en couvrant d'or Franco, et celui de l'indépendance des peuples en bloquant Cuba et en dictant sa politique au Laos, la Russie l'emportera sans effort dans la « guerre de propagande », dans le combat pour la conquête du « cœur des hommes », et elle risque d'achever, grâce à cela, ce que les fusées ne lui ont pas permis de faire.

## PRECISION

Les lettres de plusieurs lecteurs témoignent que j'ai peut-être été insuffisamment précis lorsque j'ai parlé de la nécessité de retirer l'armée française d'Algérie. Indiquons donc que lorsque je parle du retrait de l'armée française d'Algé-

(1) Je laisse de côté, car il faut se borner, les mensonges impudents que la « propagande » américaine lance parfois à travers le monde avec une technique consommée, mais qui, finalement ne peuvent que se retourner contre elle.

Ainsi, vous avez sans doute tous vu, comme moi, car la presse française en a fait tout un plat, que Castro avait déclaré dans un récent discours qu'il avait toujours été « marxiste ». Et, comme moi, sans doute, bien que la chose vous ait paru assez extraordinaire, vous l'avez cru, tellement cela était dit avec certitude et précision.

Eh bien ! cette affirmation était tout simplement fausse, ainsi que le prouvent les documents publiés dans l'*Adunata dei refrattari*, le journal anarchiste de New York, et reproduits par la revue française *Défense de l'Homme*.

L'origine de ce mensonge se trouve dans un article du magazine américain *Time* du 8 décembre, où il était écrit :

*Castro déclara avoir été obligé de dissimuler ses idées, mais maintenant il pouvait dire : « Dès les bancs du collège, j'ai été fondamentalement influencé par le marxisme. Je crois d'une manière absolue au marxisme. J'ai toujours cru que la théorie marxiste était juste. Je suis un marxiste-léniniste et je le resterai jusqu'à la mort. »*

Or, le même jour, la grande agence américaine *Associated Press* publiait une analyse du même discours de Castro où il était dit :

*Castro déclara qu'il n'était pas marxiste quand il était étudiant à l'Université de La Havane parce qu'il était influencé par la propagande impérialiste contre le communisme... Il a ajouté que c'est seulement après son arrivée au pouvoir qu'il était devenu communiste.*

Quant au speaker des émissions étrangères des U.S.A., il déclara d'après la *Post* de New York :

*Castro a fait un récit difficile de l'évolution de ses idées politiques, au cours duquel il n'a pas admis qu'il était maintenant communiste, mais décrit son évolution graduelle vers les idées marxistes-léninistes.*

Comme on s'en rend compte par ces citations, la vérité est loin de l'affirmation de *Time*, mais n'empêche que c'est cette dernière à laquelle toute la presse a fait un sort, et non à la dépêche de l'*Associated Press*, agence à laquelle cependant toute la grande presse est abonnée !

rie, cela sous-entend que cette évacuation doit se faire sur le littoral comme elle se fait dans le bled, c'est-à-dire qu'elle doit être suivie immédiatement de l'arrivée de troupes F.L.N. (ou contrôlées par le F.L.N.). Cette arrivée doit être même encore plus immédiate dans les grandes villes du littoral que dans les villages du bled; c'est une véritable « relève » des troupes françaises par les troupes algériennes qui doit avoir lieu.

Certes, en certains endroits, cette relève sera accompagnée d'un *clash*. Un *clash* entre l'armée algérienne et la population européenne, soutenue peut-être par certains éléments de l'armée française. Mais, sauf le cas d'un effondrement total du moral de la population européenne qui paraît de plus en plus improbable, des *clashes*, en tout état de cause sont inévitables; mieux vaut donc qu'ils se produisent le plus tôt possible, car plus tôt ils auront lieu et moins longue sera la liste des tués quotidiens de la période présente (2).

Car il est un fait certain, qui devient chaque jour plus éclatant, c'est que l'armée française est incapable d'assurer à Alger ou à Oran, sans compter ailleurs, la paix entre les deux communautés. Elle en est incapable, non point, certes, pour des raisons militaires, mais pour des raisons, disons morales, ou si l'on préfère, raciales. Car ainsi qu'on pouvait le prévoir et qu'on l'a vérifié au cours de toutes ces dernières semaines, les troupes françaises interviennent dans les quartiers musulmans dès qu'il s'y manifeste une « certaine effervescence », elles y tirent et elles y tuent (heureux encore, lorsque appelées pour mettre fin à une ratonnade, elles ne s'empresent pas d'y participer, comme cela a été le cas à Mers-el-Kébir, où, d'après la presse américaine, trois des quatre musulmans massacrés doivent être portés à l'actif de soldats de l'infanterie de marine), mais, par contre, et quoique le terrorisme européen atteigne à Alger et à Oran une bien plus grande envergure que le terrorisme musulman, la troupe ne tire jamais

(2) Le remplacement de l'armée française par l'armée algérienne pourrait se faire, en gros, très en gros, selon le plan suivant :

L'armée algérienne commencerait par occuper les villes du bled constantinois : Guelma, Batna, Sétif, Constantine, etc., puis, lorsque cela aurait été achevé et qu'il serait apparu clairement à tous que l'armée algérienne ne se donne pas pour mission de massacrer les Européens, mais, au contraire, de les protéger, on procéderait à l'occupation du littoral constantinois, de Bône et de Philippeville. Pour les raisons que j'ai données le mois dernier, on peut espérer, sans pouvoir en être sûr, que cette occupation pourrait avoir lieu sans *clash*. Alors, on s'attaquerait aussitôt au gros morceau : Oran. Là le heurt est presque certain. Pour le réduire aux plus faibles proportions possibles, le F.L.N. devra masser pour cette opération toutes ses troupes disponibles, auxquelles même il ne faudrait pas hésiter à ajouter, si nécessaire, un certain nombre de « volontaires » marocains. Oran tombé, il est probable qu'Alger ne résisterait pas ou n'offrirait qu'une résistance symbolique.

Il va de soi que le plan que je viens d'indiquer est susceptible de maintes modifications en rapport avec les contingences du moment, mais il me semble que c'est en en suivant du plus près possible les grandes lignes qu'on a chance de réduire l'effusion de sang au minimum.

Il va sans dire aussi que le plan que je viens d'indiquer est susceptible de maintes modifications en rapport avec les contingences du moment, mais il me semble que c'est en en suivant du plus près possible les grandes lignes qu'on a chance de réduire l'effusion de sang au minimum.

sur les Européens, ou, si elle l'a fait de rares fois, elle s'est toujours arrangée pour que ses balles ne blessent ou ne tuent personne.

Cette partialité des troupes françaises est impossible à éviter pour des raisons bien évidentes, et cette partialité a pour conséquence forcée que la paix entre les deux communautés ne peut se rétablir puisque l'une d'elles sait qu'elle n'a pratiquement rien à craindre ni des « forces de l'ordre », ni de l'autre communauté que lesdites forces de l'ordre se chargent de contenir.

C'est ainsi que, par sa seule présence, l'armée française crée l'équivoque qui est à l'origine des troubles actuels. Tant que la population européenne aura le sentiment qu'elle peut se livrer à peu près impunément à toutes les fusillades et à toutes les ratonnades qu'elle voudra, car l'armée française la protégera contre les représailles, elle ratonnera, mais le jour où elle saura qu'à ses ratonnades pourraient répondre des contre-ratonnades, et d'une tout autre envergure, le plus enragé des gars de Bab-el-Oued deviendra doux comme un mouton. Prudence est mère de Sagesse.

Vouloir maintenir l'armée française en Algérie tant que la paix ne sera pas revenue entre les deux communautés, comme certains de nos camarades paraissent le préconiser, c'est donc se condamner à l'y maintenir éternellement, car la paix entre les communautés ne sera jamais rétablie tant qu'elle sera là.

Le jour, au contraire, où ce sera l'armée algérienne qui se chargera du maintien de l'« ordre », plus précisément le jour où les *clashes*, là où ils se seront produits, seront terminés, il en sera tout autrement, car l'armée algérienne n'hésitera pas à imposer la paix aussi bien aux Algériens qu'aux Européens, cela par intérêt (et aussi pour des raisons d'ordre psychologique plus complexes), ainsi qu'elle en a fait la preuve dans le bled déjà depuis des mois.

Mais il va de soi que cette armée algérienne ne pourra imposer sa volonté, c'est-à-dire la paix, qu'à la condition d'être en force suffisante pour le faire. Il faut donc qu'elle puisse circuler et stationner dans tout le pays, après avoir rassemblé tous ses effectifs, y compris ceux de Tunisie et du Maroc, ce qui implique la disparition des barrages français.

Cela montre toute l'importance des nouvelles négociations entre gouvernement français et gouvernement algérien qui doivent s'ouvrir le lendemain du jour où j'écris (6 mars), car c'est de leur issue que dépendra la possibilité pour le F.L.N. de mouvoir ses troupes, de les installer à la place de l'armée française, et donc, d'instituer la paix.

R. LOUZON.

P.S. — Je m'excuse de devoir relever encore une erreur typographique dans mes Notes du dernier numéro, mais je dois le faire par respect pour la mémoire de vaillants et valeureux militants.

Dans celle de mes notes qui était relative au parti socialiste et au fascisme, je rappelai les grands combats qui mirent aux prises en Allemagne, durant les années qui suivirent la première guerre mondiale, les organisations de travailleurs révolutionnaires allemands avec la bourgeoisie et la social-démocratie. Or, j'avais cité trois de ces organisations, mais l'une d'elles a été oubliée, c'est celle qui s'appelait le Parti communiste Ouvrier allemand (K.A.P.D.) parti qui n'avait aucun lien avec Moscou et dont les combats dans la Ruhr au cours des premières années de la décennie 20 furent parmi les plus héroïques.

Ne point citer le K.A.P.D., paraître ainsi l'avoir oublié, serait impardonnable. D'où ce rappel.

# CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

## Un mois après

Un mois seulement a passé depuis les « Journées de février », depuis que le sang du peuple a coulé sur le boulevard Voltaire. J'ai comme l'impression qu'on oublie vite. Le ministre Frey, responsable du sang versé, est toujours là. Songeons à ce qu'il aurait dû affronter dans une démocratie ! Mais il n'y a aucun moyen de lui demander des comptes. Il n'est responsable que devant son maître. C'est donc celui-ci qui portera, entre autres, cette responsabilité-là.

Où en est l'enquête prétendument ouverte sur « l'origine de l'émeute » ? D'abord, il n'y a pas eu émeute, mais charge sauvage et volontairement meurtrière d'un peloton de policiers. L'enquête n'atteint pas encore déterminé quel était ce peloton et qui le commandait ? Pourrait-on nous dire quels incidents, quelles attitudes, quelle provocation auraient précédé l'assomade de Charonne, à l'endroit et à l'instant où elle s'est produite ? Voilà des questions simples et claires auxquelles on est désormais assuré que le ministre Frey ne répondra pas.

S'il y a eu « provocation », c'est-à-dire manœuvre délibérée pour transformer la manifestation en échauffourée sanglante, alors cette provocation est issue de la police même. Je n'étais pas personnellement sur le lieu du crime, le 8 février, mais j'ai vu et entendu, aux abords de la place de la Bastille, un groupe de policiers qui scandaient sur le sol, soit avec leurs matraques, soit avec leurs mousquetons, les cinq syllabes d'« Algérie française ». Si bien qu'au moment où était interdite une manifestation contre l'O.A.S., c'est-à-dire favorable à la politique théorique du gouvernement, des agents de ce pouvoir manifestaient publiquement contre elle et étaient chargés, en même temps, de la répression de la première ! C'est là une de ces ambiguïtés, une de ces contradictions dans lesquelles ce pouvoir est empêtré depuis son origine, en raison de son origine.

\*~\*

Je n'ai jamais connu de moment plus émouvant que celui où, le 13 février, sur la place de la République, on entendit — oui, on entendit, intérieurement — cet immense silence. Jamais la vaste place n'avait été à ce point habitée. Elle était pleine d'une foule serrée d'hommes et de femmes. Les fenêtres aussi étaient habitées. Et pourtant, quand les chars mortuaires débouchèrent du boulevard du Temple, il se fit d'un coup un invraisemblable silence, celui d'une ville morte, un silence qui fut « entendu », je le répète, bien loin de cette place et de cette ville. Si l'on m'accuse de faire du sentiment, je répondrai que je n'en fais pas, que je l'ai éprouvé. Et le sentiment joue un rôle prédominant dans les révoltes populaires ; il est un facteur de révolution.

\*~\*

Puisqu'il faut échapper au sentiment, je dirai que jamais je n'ai mieux compris la parole attribuée à Talleyrand : « C'est plus qu'un crime, c'est une faute ! » Le pouvoir avait réussi à renforcer ceux qu'il prétendait combattre et, en premier lieu, le parti communiste. Celui-ci voyait redorer son blason.

Le Front populaire, exorcisé, prenait forme et consistance. C'est justement parce que nous n'en-

tendons pas ici nous laisser dominer par un seul sentiment, que nous poserons une question exaspérante : au fond, votre Front populaire, qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce que ce serait, pratiquement ? Un gouvernement Guy Mollet, appuyé par les communistes. Je demande si, en France actuellement, ce peut être autre chose que cela. En attendant une autre perspective, nous continuerons de frayer dans des voies plus pratiques, plus efficaces et plus exaltantes. C'est pourquoi je retourne aussitôt aux questions du syndicalisme.

## L'égalité

« Il n'y a pas de socialisme sans égalité », me disait souvent Pierre Monatte. On sait quels affronts l'égalité a subis, à l'intérieur même du mouvement ouvrier, sous l'influence corruptrice d'une idéologie prétendument « communiste », en fait celle d'une nouvelle classe d'exploiteurs. La classe ouvrière s'est laissée hiérarchisée. Il n'y a pas eu besoin de gratter longtemps pour que le mal de la hiérarchie envahisse tout et gâte tout. On a remis l'égalité, idéal des socialistes et des communistes — dans le vrai sens des mots — au magasin des accessoires démodés. L'égalité, dans la république bourgeoise, n'était qu'une formule hypocrite. Il s'agissait de l'égalité des droits formels. Elle recouvrait une inégalité fondamentale. L'égalité des syndicalistes est l'égalité économique, celle qu'illustrèrent les Communards de Paris et les communistes, avant la contre-révolution. Bien entendu, on entend aussitôt parler d'« utopie ». Et l'on se met à tout mêler. On dit : les hommes ne sont pas égaux ; certains sont plus intelligents ou plus utiles que d'autres. D'une inégalité naturelle, d'une dispersion plus ou moins nette autour d'une moyenne humaine, on veut déduire une inégalité légitime dans la répartition des biens. Ce n'est pas assez d'être plus intelligent qu'un autre, il faut pour cela être mieux nourri, mieux vêtu, mieux logé. Remarquez que personne ne nous a inventé un instrument de mesure de l'intelligence, ou de l'utilité, mais cela n'empêche pas de calculer le « coefficient hiérarchique », à un centième près.

Le camarade Lucas, de la C.F.T.C., nous disait l'autre jour que sa centrale était pour le resserrement de la hiérarchie. Il parut quand même étonné quand les « utopistes » de l'assistance lui dirent qu'il n'y avait d'autre limite à ce resserrement que la suppression de la hiérarchie. Nous n'avons aujourd'hui ni le temps, ni la place de pourchasser tous les faux arguments des hiérarchistes. C'est une discussion de longue durée, et c'est un processus, marqué de bonds, qui conduit à l'égalité économique. Mais il faut au moins que l'idée en soit claire parmi les syndicalistes.

Aujourd'hui, il y a même des syndiqués dont toute l'action se borne à défendre la hiérarchie ! Souvent, ils sont « ingénieurs ». Et ces ingénieurs ne comprennent pas — ce qui est pourtant évident — que le progrès technique mène, plus sûrement que tout, au resserrement de la hiérarchie et à l'égalité économique. Si l'ouvrier gagnait comme l'ingénieur, ces « ingénieurs » ne voient pas (ils crient même très fort le contraire) que cela voudrait dire qu'il y a beaucoup d'ingénieurs, et que le progrès technique a assuré à tous un niveau de vie élevé. Si l'ouvrier dispose d'une salle de bains

individuelle et d'une voiture individuelle, faudrait-il que l'ingénieur ait quatre salles de bains et quatre voitures, sous prétexte qu'il est au coefficient 4 !

Nous sommes loin d'avoir épuisé le sujet. Mais si l'explosion thermonucléaire ne vient pas y mettre un terme définitif, nous aurons le temps de refrapper sur ce clou avec l'obstination qui nous caractérise. Et avec, comme cortège, la confirmation des faits.

### Un nouvel indice des prix de détail

Nous avons l'indice des 179 articles, sur lequel était indexé le fameux S.M.I.G., le salaire minimum interprofessionnel garanti. Il paraît que nous allons avoir un nouvel indice des 232 articles avec lequel on a construit un budget-type national. Voilà encore un sujet d'étude et de réflexion qui, contrairement à ce que certains pourraient croire, peut mener à de grandes considérations pratiques, et même théoriques. Je crois que le temps serait bien employé à l'étude critique d'un indice des prix, de sa composition, de sa pondération, de la conception qui l'établit, de sa signification sociale. Mais c'est justement le temps qui me manque aujourd'hui. Je prends date seulement pour y revenir. Et mon but n'est pas tellement ici d'aller au fond des questions; il est de les poser devant le lecteur en espérant qu'il réagira. Il ne le fait pas assez souvent et, quand il le fait, c'est, la plupart du temps, pour dénoncer « le réformisme » sous-jacent à tous mes propos. C'est bien ainsi. Si l'erreur est humaine, la persévérance dans l'erreur dont je fais étalage, est proprement insupportable.

Je voudrais seulement insister sur ce point : dans le nouveau budget-type en préparation, les dépenses de nourriture entrent pour plus de 47 %, les dépenses dites « diverses », pour 6 % seulement. C'est là un indice de demi-misère. La part de la nourriture, celle des dépenses contraignantes, est trop grande; celle des « divers », la part de la

liberté, est trop faible. C'est une loi reconnue et constamment vérifiée partout que, plus le niveau de vie s'élève, plus la part relative de la nourriture diminue. Les économistes appellent cela la loi de Engel (ne pas confondre avec : Engels). Chacun peut la vérifier immédiatement : si mon salaire est très bas, mettons 30.000 F par mois, il est évident que j'en dépenserai probablement les deux tiers pour me nourrir, parce que je ne pourrai pas faire autrement. Mais si mon salaire double, ce n'est pas pour cela que je vais dépenser deux fois plus pour me nourrir. Je n'y consacrerai, par exemple, que la moitié de mon gain nouveau. Je me nourrirai un peu mieux, cependant que le pourcentage des dépenses de nourriture diminuera. J'aurai une marge plus grande pour les autres dépenses, moins immédiatement contraignantes. Mon niveau de vie se sera élevé (à prix constants, bien entendu) et, effectivement, pratiquement, je serai plus libre.

C'est un indicateur très sûr du niveau de vie réel que le rapport entre les dépenses pour la nourriture et les autres dépenses. Je m'étonne que les syndicats ne l'utilisent pas systématiquement. Bien entendu — ce qui revient au même — on peut suivre aussi la progression de la part des dépenses diverses, en même temps que croît le revenu.

Pour en revenir à ce nouveau budget-type, eh bien ! il n'indique pas un niveau de vie aussi brillant que celui que nous annoncent, pour demain, les discours « économiques » de César. La moitié du budget pour la nourriture, c'est mieux que les pays « sous-développés » (où la part relative des dépenses contraignantes est évidemment plus grande), mais c'est beaucoup moins bien que la plupart des pays hautement industrialisés du « monde occidental ».

Quand je vous dis qu'un indice révèle bien des choses... pourvu qu'on fasse un tour à la « cuisine » où ce nouveau plat nous est préparé.

R. G.

## Aux obsèques des victimes du 8 février 1962

# SALUT AUX MORTS POUR LA LIBERTÉ

*Allocution prononcée au Père-Lachaise par Paul Ruff, secrétaire général du Syndicat de l'Enseignement de la Région parisienne, au nom de la Fédération de l'Education Nationale :*

Le peuple de France savait déjà que l'on peut impunément plastiquer, se livrer aux chantages, commettre des attentats, que l'on peut impunément rendre aveugle un enfant.

Que l'on peut être convaincu de tortures et être acquitté.

Il sait aujourd'hui que l'on risque la mort lorsque, malgré le gouvernement, on proteste contre ces crimes.

Huit travailleurs ont payé de leur vie leur participation à la manifestation de la Bastille le 8 février.

Notre Fédération de l'Education Nationale n'avait pas participé à l'organisation de cette manifestation, mais elle ne pouvait pas rester muette devant l'attitude du gouvernement et ses conséquences.

Parce que nous sommes partie intégrante du monde ouvrier, nous ne pouvons accepter qu'on l'empêche de manifester son hostilité résolue au fascisme, à la violence.

Parce que nous sommes profondément démocrates, nous ne pouvons accepter que le plastic, le racket, les assassinats, le gangstérisme politique fassent la loi dans notre pays.

Parce que, unis dans une fédération qui groupe la presque totalité des personnels de l'Education Nationale, nous représentons l'Université avec ses traditions de tolérance, de respect des libertés, d'indépendance vis-à-vis de tous les pouvoirs, nous devons dire et dire hautement l'indignation qui est celle de tous les Français devant ce sang que le gouvernement et sa police ont fait couler.

Car enfin, il était possible de laisser cette manifestation se dérouler sans violence.

Nous avons nous-mêmes fait la preuve lors de la Journée Universitaire le 6 février, journée de protestation contre la dégradation des libertés en France, que lorsque les manifestations ne sont pas interdites, elles se déroulent dans le calme et la dignité.

Le 8 février, ce qui a causé le désordre, ce n'est pas la manifestation, c'est son interdiction.

Aujourd'hui, nous saluons nos morts.

Huit militants, militants de partis, militants d'organisations, sont là, couchés pour toujours, mais aujourd'hui ils n'appartiennent plus seulement à leur parti, ils appartiennent à toute la classe ouvrière. Ils ont rejoint dans nos mémoires l'immense cohorte de ceux qui, dans tous les pays du monde, sont morts pour la liberté.

Ils sont nôtres, comme ils sont à vous tous qui êtes venus si nombreux leur rendre un dernier hommage, leur dire un dernier adieu.

Nous disons à leurs familles la part que nous prenons à leur peine.

Tous, nous sommes concernés par ces morts, tous, nous devons faire qu'ils ne soient pas morts en vain.

Ils s'étaient levés pour combattre le fascisme, parce que le fascisme c'est l'oppression politique mais c'est aussi, et les travailleurs le savent bien, le démantèlement de leurs organisations syndicales, la destruction de leurs moyens de défense et de revendications ; c'est la perte des droits politiques et syndicaux, c'est aussi la misère.

Notre façon d'honorer nos morts, notre façon de les venger, c'est de poursuivre notre lutte.

Une immense émotion s'est emparée du pays.

Si de cette émotion il sortait, et nous le souhaitons tous, la résolution ferme de poursuivre la destruction du fascisme, une détermination sans faille de refuser de façon absolue le terrorisme ou

l'assassinat comme moyen de régler les problèmes politiques, s'il en restait la volonté d'assurer aux habitants de ce pays une vie plus digne et plus large que celle qu'ils connaissent, s'il en restait la ferme décision de donner à tous les enfants de France, quelle que soit leur origine sociale, le libre accès à la culture la plus haute, aux joies qu'elle comporte, aux postes de direction auxquels elle permet d'accéder.

Alors, si tristes que nous puissions être aujourd'hui devant les corps de nos camarades, nous pourrions dire honnêtement, fermement :

Ils ne sont pas morts pour rien.

Les enfants de ces hommes et de ces femmes qui sont ici, morts pour leur idéal, vivront libres dans un pays libre, dans un pays en paix.

Nous en faisons le serment.

C'est là le seul hommage qui nous paraisse digne d'eux.

## DISCUSSION SUR LA LIBRE ENTREPRISE

*Le camarade Fontaine (du Rhône) avait envoyé au « Monde Libertaire » l'article que l'on trouvera ci-dessous. « Le Monde Libertaire » n'a pas inséré et il en a donné les raisons au camarade Fontaine, dans une lettre qu'on lira également.*

*Fontaine a répondu à son tour..*

*Sans prendre parti, nous constatons que cette discussion n'est pas sans rapport avec le sujet de notre éditorial de ce numéro. C'est pourquoi nous publions le début du premier de ces textes comme contribution à la discussion que nous ouvrons. La suite paraîtra dans notre numéro d'avril.*

### L'ARTICLE REFUSE

Le docteur Ludwig Erhard, dans son livre : « La prospérité pour tous » (Typographie Plan, Paris), a écrit : « Le citoyen a le droit de consommer ce qui lui plaît et d'organiser comme il l'entend sa vie dans le cadre de ses possibilités matérielles. Ce droit doit trouver son complément logique dans la liberté du producteur de vendre ou d'acheter selon ses possibilités dans la conjoncture économique. La liberté de production et la liberté de consommation sont dans l'esprit de tout citoyen des droits fondamentaux intangibles. »

Existe-t-il un libertaire ou un anarchiste qui ne signerait pas des deux mains ces lignes d'un dirigeant qui n'a cependant rien de commun au point de vue politique avec notre monde libertaire ? Cependant, que ce soit consciemment ou non, Ludwig Erhard a réussi à redresser l'économie de son pays et cela dans la mesure où il a fait appel aux méthodes de liberté et dans la mesure aussi où il a pu rester fidèle à son opinion de l'économie : bas prix, salaires suffisants : salaires acceptés de plein gré par les salariés, profits modérés, productivité consacrée aux investissements. Il a montré ainsi qu'un seul dirigisme ou interventionnisme est possible, c'est celui de la liberté, et que pour commander à la loi économique, il faut d'abord lui obéir.

On me répondra : tous les dirigismes prétendent défendre la liberté et agir en son nom, même les dirigismes totalitaires de l'Est. Certes, le problème est difficile ; mais il faut être optimiste et penser que le front de la liberté est invincible parce qu'il a pour lui les forces naturelles, qu'elles soient d'ordre moral ou matériel. On doit constater cependant qu'une grande confusion règne à ce sujet même dans notre monde libertaire : on parle de liberté, d'indépendance, de démocratie, de socialisme, de communisme, de capitalisme, d'anarchisme, etc., sans s'être au préalable, les uns et les autres, mis d'accord sur le sens de tous ces mots.

A mon avis, il faut admettre qu'il y a, depuis que le monde est monde, une économie naturelle, qui n'est ni capitaliste ni socialiste, qui découle du fait que l'homme vit en société, qu'il pratique l'échange et la division du travail et que par là

il est soumis à des impératifs qui s'imposent dans tous les systèmes économiques et sociaux. C'est la raison pour laquelle chaque système économique n'a de vertu en soi que dans la mesure où il s'accorde avec la loi naturelle et ses déterminismes.

Pour bien situer le problème, raisonnons sur un fait précis et bien controversé, la libre entreprise, par exemple. Entreprendre, à priori, n'a rien de capitaliste et cette faculté d'ordre naturel constitue pour un libertaire une liberté individuelle essentielle et sacrée. Mais quand et comment l'exercice de ce droit est-il condamnable ? Autrement dit : quand l'entreprise prend-elle un caractère capitaliste ? Voilà la question à laquelle répondent les considérations qui suivent.

Tant que l'entrepreneur travaille seul, avec ses propres moyens, tant qu'il consomme ce qu'il produit, deviendrait-il l'homme le plus riche du monde, il est juste qu'il ait le droit de disposer des fruits de son travail (Robinson ne pouvait être capitaliste). Mais dès qu'il fait appel à autrui dans la marche de son entreprise, dès qu'il vend, qu'il achète, qu'il emprunte, qu'il s'intègre dans la vie économique, tout change.

S'il occupe de la main-d'œuvre, il doit lui donner au moins autant qu'elle lui apporte, car si le salarié ne peut acquérir sur le marché les choses qu'il a produites à l'entreprise, il y a un déséquilibre dans l'économie générale qui peut se définir ainsi : le pouvoir d'achat créé par les entreprises n'est pas en état d'absorber leur propre production : d'où mévente.

D'autre part, si grâce au progrès technique l'entreprise augmente sa vitesse de production, mais continue à écouler ses produits au même prix profitant de circonstances favorables, dans ce cas elle donne en valeur d'échange moins qu'elle ne reçoit et s'il n'y a pas mévente, le déséquilibre se traduit par un déplacement du pouvoir d'achat. Le consommateur achetant une chose au lieu d'une autre. D'où une série de crises facilement explicables pour qui, sans être économiste, veut simplement réfléchir.

Voilà, en bref, certes comment et quand les entreprises deviennent capitalistes ; dans ce cas, leur but n'est pas d'être au service de la communauté, ou même si elles ne voient que le profit, de prélever celui-ci dans la création de nouvelles richesses ; mais de vivre et de prospérer aux dépens de la richesse existante. Elles pratiquent l'art de prendre l'argent dans la poche des autres. Mais s'il en est ainsi, et c'est le cas autant dire pour toutes les entreprises, est-ce parce qu'elles sont libres ? Le mal existe-t-il dans l'homme parce qu'il est libre ? C'est une belle thèse pour tous les totalitarismes, pour tous les sauveurs, pour une autorité suprême qui dicte à chacun ce qu'il doit penser, ce qu'il doit faire. Le grand malheur c'est que cette thèse est trop souvent même celle des victimes.

(A suivre.)

# Où conduit le "tournant" italien ?

Prochainement, le peuple italien devra rapprendre à s'orienter, à savoir discerner entre une droite et une gauche gravitant autour d'un vide politique qui n'est autre que le centre traditionnel présenté sous une nouvelle pelure et un nom nouveau.

Lorsque Palmiro Togliatti a taxé d'infantilisme la gauche socialiste qui s'opposait aux manœuvres de Nenni tendant à amener le parti socialiste à une sorte d'union sacrée avec les partis classés au centre (républicain, social-démocrate et démocrétien), il a détruit tout ce qui, en apparence, et dans la confusion des partis politiques italiens, se classait à gauche. L'intervention verbale de Togliatti a eu l'effet d'une bombe au plastic, qui, sans faire de victimes sanglantes, serait parvenue à faire rentrer les rebelles du socialisme officiel dans la discipline du parti. Quand on pense que, depuis le congrès socialiste de Venise, Togliatti a été l'artisan de cette révolte de gauche qu'il a récemment reniée !

C'est le même homme qui, à son retour de Russie, à la fin de la guerre, se déclara disposé à coucher dans le lit monarchiste, et plus tard servit l'Eglise en lui offrant l'article 7 de la Constitution républicaine (1); ce même chef bolchevik ne serait pas hostile aujourd'hui à marchander, avec tous les anciens adversaires politiques, une petite place de premier plan pour lui et son parti dans cette incompréhensible combinaison appelée « centre gauche ».

Depuis six ou sept ans, Pietro Nenni a peiné tant et plus pour préparer cette mise à flot; et, finalement, un événement aux conséquences inattendues, est venu l'aider: le scandale de l'aéroport de Fiumicino.

Résumons brièvement cette affaire: le projet vit le jour en 1947, et les travaux du nouvel aéroport auraient dû être terminés pour recevoir les touristes de l'année sainte 1950; le budget calculé s'élevait à 15 milliards de lires. L'aéroport fut finalement mis en service sans être terminé, en 1961, et les dépenses — terrains et constructions — s'élevaient à ce moment-là à 27 milliards. On pense qu'il en faudra encore au moins autant pour terminer l'œuvre. C'est une histoire fantastique des « Mille et Une Nuits ». L'affaire fit grand bruit, elle provoqua une enquête menée par une Commission parlementaire composée de membres de tous les partis politiques et finalement un débat au Parlement.

Plusieurs milliards ont ainsi disparu ou, si l'on préfère, ont été mal employés. La Commission parlementaire a unanimement prononcé un verdict d'acquiescement pour tous les ministres et autres fonctionnaires à qui incombait la responsabilité de la construction de l'aéroport. Après que leurs propres représentants au sein de la Commission d'enquête eurent voté l'absolution des présumés responsables de la malfeasance, socialistes et communistes tentèrent de faire voter au Parlement une motion de censure contre le gouvernement. La tentative, avec vote à scrutin public, échoua, mais elle provoqua la chute du gouvernement, les républicains et les social-démocrates s'étant refusés à lui confirmer leur confiance.

Il se peut que tout cela ait été, politiquement parlant, une procédure tout à fait normale. Mais il se trouve que, dans le cours du débat parlementaire qui n'a pas établi la responsabilité de per-

sonne, un fait est apparu qui a généralement été ignoré, ou peu commenté.

Aux accusations assez peu précises portées par le parlementaire socialiste Amadei, c'est l'« Onorevole » Bettiol qui répondit pour défendre le gouvernement démo-chrétien, le plus grand responsable mais pas le seul, des faits incriminés. Et Bettiol, avec une innocence toute chrétienne, reporta toute les fautes qui causèrent le scandale sur la structure des institutions d'Etat, mauvaise, dépassée, inadéquate, et sur l'insuffisance des lois réglementant et contrôlant les entreprises d'Etat.

Ouvrètement ou tacitement, tous les partis ou presque, — co-responsables moralement de cette entreprise mal famée — s'associèrent à cette thèse.

Selon cette logique, ce ne sont pas les personnes qui sont fautives, mais les institutions. Lois et institutions ne pouvant être mises en prison, il valait donc mieux absoudre tout le monde.

Il n'est venu à personne l'idée de demander qui alors était responsable de la déficience des lois et institutions. Qui a négligé de déposer les textes de loi qui auraient structuré de façon adéquate les institutions d'Etat si décrépités? Qu'a donc fait le Parlement depuis la chute du fascisme et de la monarchie jusqu'à nos jours ?

Si les délibérés du Congrès de Naples signifient que la Démocratie chrétienne ressent une certaine honte pour tous les scandales qui se sont succédé pendant ses années de gestion du pouvoir, soit seule, soit en coopération avec d'autres partis, comment l'os jeté au parti socialiste — et saisi par celui-ci — peut-il aider à résoudre les cuisants problèmes laissés depuis tant d'années dans l'ombre, et qui rendent incertains la vie et le devenir du peuple italien ?

Les hommes d'hier gouverneront-ils encore aujourd'hui et demain ? Ces mêmes hommes, qui ont fait tant d'erreurs au cours des années passées, ont-ils, d'un seul coup, appris à faire mieux ?

\*\*

On a parlé, et l'on parle encore, du prétendu miracle italien, et les premiers à s'en vanter furent les démo-chrétiens. Il est possible qu'ils aient un peu raison pour ce qui concerne l'accroissement des fortunes qui existaient déjà. Parce que, si l'Italie est déjà considérée comme le pays le plus riche d'Europe, après l'Allemagne, il reste le fait que l'ouvrier italien est un des plus mal rétribués de tous les ouvriers de cette Europe dite libre. Si l'Espagne est encore plus arriérée à ce point de vue, ce n'est pas une raison pour en tirer gloire.

Il s'agit d'un miracle économique réalisé aux dépens du prolétariat et des paysans, d'une prospérité que les dirigeants syndicaux n'ont pas su, ou n'ont pas voulu exploiter en faveur des masses. Si aujourd'hui, l'ouvrier mange et s'habille un peu mieux qu'hier, il continue à vivre mal. Le coût de la vie est aussi élevé (et parfois plus) que dans les pays où les ouvriers reçoivent les plus hauts salaires.

Les villes petites et grandes regorgent de voitures et de motocyclettes, et les vitrines des magasins débordent de marchandises de toutes sortes; les activités industrielles et la construction marchent merveilleusement... Et pendant ce temps d'innombrables familles ouvrières continuent à vivre dans des taudis. Où deux et parfois trois familles occupent une place à peine suffisante pour une seule, sans salle de bains, souvent sans w.c.; et parfois même sans eau courante. Dans les ban-

(1) Qui incorpora dans la Constitution républicaine l'accord passé entre Mussolini et le Vatican en 1927.

lieues des villes les égouts font défaut et les rues, même celles bordées de splendides immeubles d'habitation, sont encore et toujours empierrées.

Nous ignorons les mystères de la politique, nous hésitons à inculper tel ou tel autre politicien, tel ou tel autre parti d'incompétence ou de négligence. Mais il serait intéressant de savoir à quoi servent les syndicats à qui incombe pourtant la responsabilité de protéger et de défendre les intérêts des travailleurs, de tous les travailleurs, étant donné que chaque citoyen est un travailleur. Mais les syndicats, les « syndicalistes de la politique » ont trop intérêt à perpétuer leurs avantages politiques pour s'exposer à l'incertitude de luttes qui pourraient devenir dures et périlleuses. L'Italie est un pays où les « jaunes » sont encouragés et protégés par la loi sur la liberté du travail. Les gauches parlementaires où s'embusquent les hauts fonctionnaires syndicaux au service des partis se sont-elles jamais sérieusement occupées de l'abolition de cette loi ?



La différence intellectuelle et technique qui existe entre les régions du Sud de l'Italie et celle du Nord est toujours aussi grande. Il faudrait, outre les écoles pour l'élimination de l'analphabétisme et de l'ignorance, des centres professionnels où l'on enseignerait toutes sortes de métiers. Les quelques écoles professionnelles qui existent sont pauvres, mal outillées, comme du reste tout l'enseignement italien depuis les classes primaires jusqu'à l'Université.

Dans tout le pays, et plus particulièrement dans le Nord, on déplore une grande pénurie d'ouvriers spécialisés, lesquels sont recherchés par toutes les industries, alors que les manœuvres, inemployables, affluent. C'est pour cette raison que l'Italie fournit à l'étranger la main-d'œuvre la moins bien rétribuée : ces manœuvres constituent la classe sociale la plus ignorante et la moins préparée.

Ce n'est un secret pour personne que les émigrants italiens, que ce soit en Suisse ou en Allemagne, en Australie ou dans le pays du centre et du Sud de l'Amérique, sont sujets à toutes sortes de vexations et de discriminations. Ce sont là des situations dont devraient s'occuper les syndicats, s'ils étaient des syndicats véritables et non des succursales de partis politiques, au lieu de laisser ce soin aux agents consulaires qui préfèrent le golf et d'autres occupations « sociales » de ce genre.

On nous assure maintenant que le gouvernement de centre gauche va se mettre à l'ouvrage pour résoudre tous les problèmes restés en suspens pendant cent ans. Des gouvernements régionaux doivent être créés pour tenter d'éliminer les différences entre régions; on commencera par nationaliser l'énergie électrique, pour imposer certains contrôles sur les banques dans l'espoir d'éviter certaines graves fraudes fiscales. On fera en sorte de développer l'enseignement, l'agriculture, et de rétablir le prestige des institutions gouvernementales. Que de promesses tout à coup ! Ce sont des promesses dont la réalisation demandera du temps, beaucoup de temps. C'est ce que l'on a toujours dit, et ce que l'on continuera à dire. Mais surtout, pour accomplir ces promesses, il faudra beaucoup de bonne volonté et beaucoup d'argent. Mais la bonne volonté et l'argent seront aussi rares demain qu'ils l'ont été par le passé, excepté peut-être pour le budget militaire et les « Fiumicini » à venir...

Maintenant que le lancement du centre gauche est chose faite, l'événement fait l'objet de tous les commentaires. Il y a ceux qui avancent des pronostics catastrophiques, et ceux qui voient déjà pointer l'hypothétique « soleil de l'avenir ».

Les scissions souhaitées au sein des partis socialiste et démo-chrétien ne se sont pas faites. Togliatti s'est chargé d'éviter la première avec son discours sur « l'infantilisme ». La solidarité ecclésiastique a empêché la seconde. Mais malgré le calme apparent, tout ne va pas pour le mieux.

Le programme économique et social de Fanfani n'est pas celui du parti socialiste et vice versa. Fanfani a accepté certaines conditions contenues dans le programme économique socialiste, mais chacun sait que les programmes politiques sont là pour « faire bon effet » et pour être oubliés. Il y a lieu de craindre qu'une scission des forces socialistes, ou qu'une rupture plus nette entre socialisme et communisme ne présentent de graves conséquences pour le mouvement ouvrier déjà bien affaibli par son asservissement aux forces politiques. En outre, le nouveau gouvernement formé par Fanfani ne fournit pas les meilleures garanties pour l'avenir. Segni (aux Affaires étrangères) et Andreotti (à la défense) s'y cramponnent encore comme des moules à un rocher. C'est sous l'administration de ce dernier, en effet, que la plus grande partie des travaux de Fiumicino ont été exécutés, et si rien n'a pu être retenu contre lui, sa responsabilité morale n'en est pas moins engagée. Quant à Segni, on connaît son dévouement à la politique atlantique; et ce n'est pas simple hasard si, quelques jours avant la formation du nouveau gouvernement, le général Nordstad, commandant des forces de l'O.T.A.N., éprouva le besoin d'accorder, à « La Nazione », de Florence, un interview louant sans retenue les mérites de Segni, au point même qu'elle en devint suspecte. Suspecte, en effet, car elle donnait à entendre que le général engageait vivement Fanfani à laisser le vieux Sardé à son poste.

Et les socialistes durent faire place à Segni et Andreotti.



Ce sont donc les hommes d'hier, toujours les mêmes, ceux qui, pendant tant d'années se sont révélés incompétents, inefficaces, qui devront réaliser les promesses. Ce sont ceux qui, par le passé, se lancèrent à la tête des épithètes variées, parfois d'ailleurs fort à propos.

Il semble qu'on raconte ici l'histoire de cette jeune femme qui, après avoir couvert d'injures tel de ses voisins, finit par l'arracher à sa femme et par l'épouser. Mais lui avait agi envers elle de la même façon. Entre le « skunk » et la « dernière des chiennes », l'idylle fut de courte durée. Les deux s'aperçurent bien vite que leur première impression avait été la bonne.

Cette comparaison est peut-être un peu hasardeuse, mais, en politique comme en amour, il s'agit de relations humaines. La démocratie chrétienne n'a pas l'intention de légitimer son mariage avec le parti socialiste et cette prévoyance a son prix dans un pays où le divorce légal n'existe pas et où l'annulation est onéreuse. Il est vrai que, pour une histoire de famille, l'Eglise aurait sans doute fait un prix...

Certaine presse libérale, la plus violemment opposée à l'expérience, parle beaucoup des risques que courent les démo-chrétiens à voisiner ainsi avec les socialistes. S'il y a des risques à affronter et des dégâts à payer, le tout, n'en doutons pas, sera mis au compte des travailleurs italiens, les éternels pénalisés. Dans le passé, la démocratie chrétienne n'a pas toujours dédaigné la collaboration des monarchistes et des fascistes. Les résultats obtenus n'ont pas toujours été ceux escomptés, mais le coût de l'opération a toujours été mis sur le dos du petit peuple.

Aujourd'hui, la bourgeoisie industrielle et financière d'Italie se prépare pour une longue période d'expansion économique, et elle n'entend pas, dans le Marché commun européen, tenir le rôle de la petite bonne.

La Fiat s'apprête à doubler sa production qui a été, en 1961, de 500.000 voitures. Enrico Mattei est plus qu'actif dans la conquête des marchés pétroliers. Mais la Montecatini étend depuis longtemps ses tentacules sur tous les marchés.

Pour mener à bien leur dessein, l'industrie et le commerce italiens ont besoin d'une longue période de paix; la réduction au plus petit dénominateur des conflits entre capital et travail et, ce qui est plus important encore, le maintien au niveau le plus bas possible de la situation économique des travailleurs. C'est de cette façon seulement qu'elle pourra faire face non seulement à la concurrence européenne, mais aussi à la concurrence européenne, mais aussi à la concurrence japonaise

et à celle, éventuelle, d'autres pays asiatiques, africains et sud-américains.

C'est pour cette raison que la bourgeoisie italienne a sacrifié — au moins temporairement — le parti qui, jusqu'à hier, a été son meilleur soutien : le parti libéral. Le tapage que mènent les droites plus ou moins réactionnaires est la conséquence naturelle de l'abandon dans lequel on les a momentanément laissées. Peu à peu elles s'adapteront elles aussi au nouvel état de choses, exactement comme le fait Togliatti.

L'homme qui sut si bien servir Staline, d'abord en Espagne, en Italie ensuite, et qui sert maintenant Khrouchtchev, est passé grand maître dans l'art de s'adapter. Il a momentanément perdu contre Nenni, mais il n'est pas dit que les jeux soient faits.

Qu'on tienne compte que jusqu'à ce jour l'Eglise s'est tue. Que prépare-t-elle ?

Hugo ROLLAND.

## Parmi nos

# LETTRES

### SUR LE PROBLEME ALGERIEN

De J. CAVIGNAC (Paris), cette lettre adressée à Louzon :

*J'ai reçu avec plaisir le numéro que la R.P. m'a gracieusement envoyé. Vos notes d'économie et de politique m'ont intéressé, en particulier en ce qui concerne l'Algérie. L'évacuation de l'armée est une solution plus franche que d'entretenir le mythe de la négociation miracle. Mais il n'est pas du tout certain qu'elle entraîne l'évacuation du peuple pied-noir : celui-ci a en effet réagi au terrorisme F.L.N. sans doute par un certain exode (surtout des capitaires), mais encore plus par la violence et plus la peur d'être anéanti a grandi, plus la réaction a été violente. Je ne crois pas que lors de l'évacuation de l'armée, il y ait un exode massif des pieds-noirs, mais je crois qu'ils feront un peu plus corps autour de l'O.A.S. qui sera alors assez forte pour se manifester au grand jour, et l'on sait que sous le prétexte de défendre le droit de deux millions d'individus à la nationalité française, l'O.A.S. ne renonce pas à imposer la même nationalité à sept millions d'Algériens. Il risque donc d'y avoir une solution à l'espagnole en Algérie, et ce n'est guère souhaitable.*

*D'autre part, je ne crois pas que les un million et demi à deux millions de personnes touchées par le rapatriement voient cette solution d'un bon œil : l'exemple des quelques centaines de mineurs de Decazeville peut laisser sceptiques les 77.800 ouvriers pieds-noirs et leurs familles sur les possibilités de reclassement en métropole. De plus, il faut compter sur le racisme antipied-noir (et antimusulman) qui est né en métropole à la suite de la guerre. Il est probable que l'hospitalité de la métropole se manifesterait sous la forme de camps de « personnes déplacées » et que la chaleur de l'accueil serait celle de la haine. Je crois qu'il n'en faut pas plus chez des gens soumis à la peur pendant ces dernières années pour faire de bons fascistes.*

*Je pense que le partage serait la solution la moins mauvaise, mais si vous pensez que le rapatriement vaut mieux, il faut lancer une campagne pour renverser le courant anti-algérien en France. Le premier clou à enfoncer, ce serait de détruire l'équivalence pied-noir = O.A.S., car un suspect ne sera pas bien accueilli (les choses ne sont d'ailleurs pas simples, car la majorité des pieds-noirs sont sympathisants O.A.S.), mais je ne vois pas d'autre issue à la solution que vous préconisez.*

## LE PARTI SOCIALISTE

### « FOURRIER DU FASCISME »

De Jean-Paul SAMSON, de Zurich :

*Dans sa note (R.P. de février) « Le parti socialiste fourrier du fascisme », Louzon donne de sa thèse une démonstration, comme à son habitude, hyperlogiquement impressionnante, au point que certains seraient peut-être tentés d'excuser, voire de pratiquer la fameuse tactique stalinienne de la lutte à mener avant tout contre le « social-fascisme ». Cette tactique suicidaire dont Hagnauer éclaire si pertinemment d'autre part, dans le même numéro, l'effroyable nocivité (et bien sûr je ne dis pas que Louzon la ferait, aujourd'hui, sienna, mais il est au bord : il n'est que d'écouter la résonance de son titre...)*

*Ce n'est d'ailleurs pas sur cette conséquence possible que je voudrais bien être éclairé, pour ne pas dire qu'il conviendrait peut-être d'éclairer Louzon lui-même.*

*Il n'est que trop vrai que la Chambre du Front Populaire a passé le pouvoir à Pétain et que le Front Républicain a abouti au pouvoir personnel actuel, — trop vrai aussi que Blum a décrété le blocus de l'Espagne républicaine et déclaré la guerre au Viet-Minh, et Mollet envoyé Lacoste en Algérie, etc.*

*Mais l'explication fondamentale que Louzon croit pouvoir proposer de ce mécanisme, à savoir que les sociaux-démocrates sont nécessairement enclins à faire la politique la plus réactionnaire de par le maintien, quand ils sont au pouvoir, du système parlementaire, ou cette explication, cette sorte de loi dont les événements de France et d'Allemagne semblent si fort imposer l'évidence, si elle est en réalité aussi convaincante que Louzon l'imagine et que sa dialectique si bien rodée nous inclinerait presque à l'admettre nous-mêmes ? Ce que j'en dis n'est point par tendresse pour le parlementarisme en tant que tel. Mais si l'on en vient à vouloir formuler un système explicatif sur les effets auxquels il peut, que dis-je ? il doit conduire, comment ne pas être frappé par le fait que la même « loi » ne joue plus dès que l'on considère le pays classique du parlementarisme, l'Angleterre ? Celle-ci (et analogiquement les pays scandinaves) ont bien eu, que je sache, des gouvernements socialistes, sans que jamais le fascisme en soit résulté.*

*Qu'est-ce donc qui, comme si souvent chez lui, ne tourne pas rond dans l'« explication » de Louzon ? La question est trop importante en elle-même pour qu'elle ne vaille pas la peine qu'on tente de l'éclaircir. La R.P., je crois, rendrait grand service à tous en s'y employant.*

*Il y a quarante ans*

# LA NAISSANCE DE LA C.G.T.U.

Nous n'avons pas laissé passer le quarantième anniversaire de la scission de Tours, sans tenter d'éclairer cette fondation officielle du parti communiste par l'évolution menant à ce carrefour de décembre 1920... et aussi par les tournants et les ruptures brisant la ligne de quarante années qui nous en séparent.

Mais nous sommes en retard pour célébrer de notre point de vue le **quarantième anniversaire de la scission syndicale de 1921 et la fondation de la Confédération Générale du Travail Unitaire.**

C'est peut-être parce que celle-ci attend encore son historien. Maurice Chambelland m'avait confié, il y a quelques années, qu'il pensait à cette évocation rétrospective d'une centrale qui perdit de 1922 à 1936 la justification de son titre, la plupart de ses fondateurs et la majorité de ses adhérents. J'espère qu'il n'a pas renoncé à cette entreprise. Monatte comptait peut-être écrire ses souvenirs sur la scission de 1921 comme il a écrit ceux relatifs à la fondation de la « Vie Ouvrière ». Il nous a laissé simplement un chapitre fort dense de son livre « Trois scissions syndicales ».

Les jeunes peuvent s'y reporter. Ils y trouveront non seulement matière à utiles méditations sur les expériences passées, mais encore les moyens d'une cure revigorante. Ce n'est pas que notre vieux guide enjolive le présent et le passé. On lui a plutôt reproché le défaut contraire. Mais ce qui se dégage de toute lecture de Monatte, comme jusqu'à sa mort de toute conversation avec lui, c'est le refus du fatalisme. Les responsables apparaissent souvent insuffisants et débiles, à travers les propos de Monatte — mais les juger inférieurs à leur mission, c'est admettre qu'ils auraient pu être efficaces, et que quelque bon sens et une volonté lucide auraient suffi pour neutraliser les malfaiteurs ou inconscients auteurs de la scission de 1921.

Outre l'article de Monatte, deux documents s'ouvrent sur ma table : la brochure de Georges Vidalenc : « Les scissions syndicales », éditée par la C.G.T.-F.O. vers 1955 — et le livre de Paul Louis : « Histoire du Mouvement syndical » (tome II : « De 1918 à 1948 »). Et me voici particulièrement embarrassé. Car je relève des divergences et des contradictions singulièrement graves dans la relation et l'interprétation des faits. Or les trois auteurs comptent parmi les hommes les plus honnêtes et les militants les plus convaincus que j'ai pu connaître. Et si mes souvenirs personnels et ma totale confiance m'inclinent à accepter sans réserves la thèse de Monatte, je ne puis négliger les observations et les opinions des deux autres.

## LA PREMIERE SCISSION CONFEDERALE DIFFERENTE DES DEUX AUTRES...

Une fois de plus cependant il nous faut opposer l'histoire à la logique qui simplifie et déforme les faits, afin d'en formuler une explication satisfaisante pour l'esprit. Depuis 1914, nous avons connu trois scissions syndicales : celle de 1921, celle de 1939, celle de 1948. Apparemment, elles semblent déterminées par la même cause : la volonté de domination communiste, la politisation des syndicats. Mais c'est là une explication beaucoup trop abstraite qui néglige des différences essentielles.

Nous avons justifié la rupture de 1948 et ses motifs ne nous paraissent pas affaiblis aujourd'hui. L'impérialisme stalinien imposait l'existence dans tous les pays demeurés hors de sa domination d'une

masse de manœuvre ouvrière. Et la déstalinisation n'a modifié que la « superstructure » de l'Empire. Il n'est pas de syndicalisme libre sous les gouvernements et les appareils syndicaux soumis à Moscou.

En 1939, justifiée par le pacte Hitler-Staline, la rupture fut imposée par la raison d'Etat, par la logique de la politique de guerre. Complices de l'ennemi, les staliniens perdaient ipso facto leurs droits civiques et leur qualité de responsables syndicaux. Le gouvernement français pouvait ordonner cette proscription, en vertu de la législation exceptionnelle. Les militants syndicalistes n'avaient pas à sanctionner celle-ci. D'autant plus que l'illégalité et la clandestinité ont favorisé tous les camouflages staliniens qui n'auraient pas tenu au cours de débats publics... au moins pendant les premières semaines de guerre.

## LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

En 1921, on ne pouvait évoquer ni la réalité de l'impérialisme stalinien, ni les nécessités de guerre. Et la scission fut beaucoup plus la fin d'une évolution que l'engagement d'une nouvelle politique syndicale. Exactement comme la scission socialiste de 1920.

Analogie et non succession de cause à effet. Il n'est pas possible de négliger dans les conditions de 1921, la coexistence et le conflit violent de deux partis socialistes : l'un demeure en principe au sein de l'Internationale socialiste — l'autre adhérent à l'Internationale communiste. Mais il n'est pas exact que la seconde opération s'accomplisse comme conséquence fatale de la première. Le bureau « réformiste » de la vieille C.G.T. n'avait guère de contacts avec la direction officielle du parti socialiste : Léon Blum et Paul Faure. Et les leaders de la minorité révolutionnaire syndicaliste n'étaient pas soumis à Moscou : les uns déjà animés par une opposition irréductible à l'Etat soviétique ; les autres, partisans convaincus de la Révolution russe, n'avaient pas dans leur grande majorité accepté la liaison organique entre l'Internationale communiste et la nouvelle Internationale syndicale rouge.

Certes la fondation de celle-ci pouvait apparaître comme le signal précurseur de la scission nationale. Malheureusement, l'argument chronologique ne tient guère. Car il n'y eut pas en réalité de scission internationale. Il y eut deux regroupements, l'un continuant d'abord l'organisation interalliée de 1916 aboutit à la naissance en juillet 1919 à Amsterdam de la **Fédération syndicale internationale** qui se plaça délibérément sur la plate-forme montée par les vainqueurs de Versailles — l'autre d'abord simplement **conseil international des syndicats** ne prit le titre d'**Internationale syndicale rouge** qu'après le congrès constitutif tenu à Moscou en juillet 1921, en même temps que le troisième congrès de l'Internationale communiste.

Le siège choisi, la concomitance des deux congrès, la liaison organique des deux internationales alimentèrent fatalement la défense réformiste en arguments pesants. Mais il faut voir l'essentiel au delà des violences polémiques. Et Paul Louis écrit avec quelque raison : « Il n'y a pas, dans l'histoire du syndicalisme français, période plus troublée et plus complexe que celle-ci. »

Il serait évidemment facile d'opposer à un passé lointain un passé plus proche, et de dresser ce que chacun devint en face de ce qu'il fut. Facile et

quelque peu satisfaisant pour nous. Car seul de tous les acteurs du drame, Monatte pouvait à la veille de sa mort regarder sans trouble les fantômes de son passé. Les autres ? Tel qui voulait une C.G.T. révolutionnaire fut l'un des premiers à revenir à la C.G.T. réformiste. Tel qui au sein de la C.G.T. réformiste prépara délibérément la scission fut, dix ans plus tard, un des apôtres de l'unité. Tel qui s'opposait avec frénésie à la liaison organique entre l'Internationale communiste et l'Internationale syndicale rouge fut l'un des agents les plus actifs de la colonisation du syndicalisme par le bolchevisme dégénéré.

## L'HERITAGE DE L'OPPOSITION DE GUERRE

Si édifiantes, savoureuses ou méprisables qu'elles fussent, ces évolutions ne prouveraient que des défaillances humaines. Ce qui nous intéresse ici c'est de savoir ce que l'on pensait, disait et faisait en 1921. La C.G.T. depuis 1914 était violemment agitée par la lutte entre l'opposition de guerre et la majorité du Comité national confédéral qui avait suivi Jouhaux dans l'Union sacrée et la politique de collaboration. De ce point de vue, tout était clair. En 1914, le bureau confédéral avait trahi son mandat. Mais sa position ayant été approuvée par une majorité régulièrement représentée, la rupture de 1914 aboutissait à un tournant décisif dans l'orientation du syndicalisme ouvrier. Il ne s'agissait plus d'Union sacrée, mais d'un abandon de la lutte de classes systématique, intransigeante et révolutionnaire, telle que la C.G.T. l'avait traduite de 1906 à 1914.

Deux phénomènes cependant avaient modifié et, dans une large mesure, obscurci les notions claires de 1914. D'abord la Révolution russe de 1917, ensuite le retour massif des démobilisés.

De 1918 à 1921, trois congrès confédéraux furent convoqués. A Lyon, en septembre 1919, la majorité triompha par 1.393 voix contre 588. A Orléans, en septembre 1920, la majorité obtint encore 1.482 voix contre 691. A Lille, en juillet 1921, le rapport moral n'est voté que par 1.556 mandats contre 1.348 et 46 abstentions. En deux ans, l'opposition a donc plus que doublé ses forces — et tous les observateurs impartiaux sont convaincus que si les choses avaient suivi leur cours normal, elle aurait triomphé au congrès suivant. Mais déjà la scission s'accomplit dans certaines fédérations et unions (la première opération officiellement enregistrée avait abouti à la constitution d'une Fédération des Cheminots dissidente... « réformiste » en face de la Fédération révolutionnaire incontestablement majoritaire). Certaines fédérations, telles celles des Employés et de l'Agriculture — naturellement les plus hostiles aux formules révolutionnaires — exclurent des syndicats qui avaient adhéré aux comités syndicalistes révolutionnaires.

On touche ici à la structure fondamentale de la C.G.T. Un syndicat doit adhérer à sa fédération d'industrie et à son union départementale. Exclut par leurs fédérations restées majoritaires, des syndicats se maintiennent dans des unions conquises par la minorité. L'évolution dans la répartition des forces se manifeste plus lentement et plus profondément au Comité national confédéral qui groupe les représentants des fédérations et des unions sur une base strictement fédéraliste (une voix par union ou fédération). En juillet 1919, l'opposition est battue par 91 voix contre 16. En octobre 1920, un ordre du jour qui déjà encourageait la scission dans les fédérations et unions n'obtient que 72 voix contre 28 et 23 abstentions. En février 1921, les premières scissions allègent la minorité qui ne groupe plus que 24 voix contre 80. Mais au Comité national confédéral qui suivit le congrès de Lille, la motion minoritaire n'admettant que la **discipline dans l'action** obtint les voix de 12 fédérations et de 43

unions, tandis que la motion majoritaire qui excluait implicitement les organisations n'acceptant pas les décisions de Lille n'est votée que par 27 fédérations et 36 unions. Ainsi le vote capital consacrant la scission ne fut acquis que par 63 voix contre 55, contre l'opposition de la majorité des unions départementales.

## PAS DE MONOLITHISME DANS LES DEUX GRANDES TENDANCES

Il est vrai que la constitution des **Comités syndicalistes révolutionnaires** (C.S.R.) pouvait expliquer les propositions du bureau confédéral. Il est vrai que certains minoritaires avaient envisagé la création d'une C.G.T. révolutionnaire, que préfigurait un conseil central des C.S.R. auquel adhéraient presque tous les syndicats révolutionnaires. Il est non moins vrai que le bureau confédéral tenait à son vaste programme de « nationalisations industrialisées » adopté à Lyon en 1919 et qu'il tolérait avec de moins en moins de patience une opposition qui « empoisonnait la C.G.T. ».

Mais d'une part, il se formait au sein de la majorité une tendance « centriste », qui rejetait les formules révolutionnaires sans accepter l'exclusion des révolutionnaires. Et au sein de la minorité, la résistance aux idéologues, pressés de construire leur C.G.T. toute neuve, s'affirmait avec assez d'efficacité pour obtenir en fin 1921 le retrait des syndicats du Conseil central des C.S.R., celui-ci n'admettant plus que des adhésions individuelles.

D'autre part, cette minorité rassemblait les multiples courants, nés de l'opposition de guerre, de la mystique révolutionnaire d'après guerre, de l'anarchisme antisindicaliste de 1907, du syndicalisme révolutionnaire de 1906, du communisme... lui-même subdivisé en plusieurs dérivations... Le bolchevisme pur y était à peu près inconnu. Une fraction très réduite représentée par A. Rosmer, Victor Goddonèche, Tommasi avait accepté la liaison organique des deux Internationales communiste et syndicale rouge. La majorité des syndicalistes révolutionnaires partisans résolus de la Révolution russe subordonnaient l'adhésion à l'I.S.R. à la **reconnaissance de l'indépendance organique et politique du mouvement syndical français**. Au reste, leurs deux leaders, Monatte et Monmousseau, étaient emprisonnés à la Santé, lorsque se tint à Orléans la conférence minoritaire d'où sortit le Conseil central des C.S.R.

En fait la scission était consommée dans un nombre important de fédérations, d'unions, même de syndicats, lorsque dix fédérations et quatorze unions lancèrent la convocation d'un congrès extraordinaire qui, le 22 décembre 1921, réunit les représentants de 1.484 syndicats et qui devait avoir pour objet d'arrêter la dispersion des exclus et d'imposer au bureau confédéral la tenue d'un congrès extraordinaire.

Si la C.G.T.U. en sortit, c'est parce que le bureau confédéral refusa de le reconnaître et parce que la quasi-unanimité des minoritaires refusèrent de prendre les cartes confédérales de 1922 à la C.G.T. réformiste.

Pierre Monatte, Marie Guillot et Hercllet furent seuls à s'opposer à cette consécration de la scission. Ils étaient explicitement approuvés par les leaders russes de l'Internationale communiste. Et les partisans de celle-ci qui, moins lucides que ces trois opposants, avaient accepté la scission, furent écartés de la direction de la nouvelle C.G.T.U., où s'installèrent des adversaires déterminés du bolchevisme — ceux qui avaient conçu depuis longtemps une C.G.T. révolutionnaire, qui professaient un anti-étatisme irréductible et qui avaient conclu un pacte clandestin pour s'assurer la direction de la nouvelle centrale.

## LE REFLUX DE LA VAGUE REVOLUTIONNAIRE

Ce passé appelleraient d'autres développements et d'autres commentaires. En l'évoquant, nous n'avons pas l'intention de porter un jugement rétrospectif sur les responsables conscients ou inconscients de la scission, ni sur les mobiles qui les animaient. Les plus résolus à la perpétrer du côté de la vieille C.G.T., c'étaient justement les deux hommes, Merrheim et G. Dumoulin, qui avaient animé l'opposition de guerre dès 1914 et qui s'étaient séparés de la minorité, le premier en 1917, le second en 1918. Les plus disposés à l'accomplir du côté de la C.G.T.U. c'étaient des hommes qui exprimaient contre l'étatisme et la dictature d'un parti, des idées que nous reprenons aujourd'hui à notre compte.

Mais sans les juger, même en leur attribuant des mobiles totalement désintéressés, nous pouvons contester leur clairvoyance. Merrheim, depuis que son pacifisme s'était opposé, dès 1915, au défaitisme révolutionnaire de Lénine, ne voulait pas abandonner l'organisation aux hasards d'aventures périlleuses. De l'autre côté, on était encore la proie d'illusions, d'espoirs mystiques autant que d'ambitions idéologiques. Monatte reprochait justement à ces prophètes et architectes de la cité future leur « saoulerie de l'abstraction »... après avoir lancé aux réformistes, syndicalistes de 1906 dégénérés : « **En vous, l'administrateur a tué l'apôtre.** »

Mais le congrès constitutif de l'I.S.R. tenu à Moscou en 1921 marquait la fin de la vague ascendante que constatait implicitement le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste. L'objectif, ce n'était plus la rupture avec la social-démocratie, avec la bureaucratie syndicale réformiste d'Amsterdam, la formation de partis communistes sévèrement épurés. Bien au contraire, il fallait « aller aux masses », réaliser le front unique.

Ce reflux était particulièrement sensible en France. Paul Louis publie des tableaux et des statistiques fort édifiants. Au point culminant de juin 1919, on enregistrait 683 grèves avec 205.749 grévistes. En juillet 1920, 49 grèves avec 497.406

grévistes. Mais en octobre 93 grèves ne représentent que 12.029 grévistes. Pendant toute l'année 1921, alors que le patronat reprenait l'offensive et imposait même des diminutions de salaires, on ne dépassa 100.000 grévistes (et de peu) qu'en août et en décembre. La classe ouvrière ne pouvait plus que défendre les positions conquises pendant l'immédiate après-guerre et sa résistance parfois dure ne fut que rarement victorieuse.

D'après Paul Louis, la baisse verticale des effectifs syndicaux précéda la scission confédérale. En janvier 1920, la C.G.T. enregistrait 2.400.000 cartes placées. En décembre 1921 « **il est douteux que l'effectif total des syndiqués ait dépassé 500.000. Il est douteux aussi qu'il ait excédé 750.000 (C.G.T. et C.G.T.U. réunies) à la fin de 1922.** »

Les militants syndicalistes — sans parler des politiciens, des bureaucrates et des idéologues impénitents — qui ont voulu la scission ou s'y sont résignés ont commis des deux côtés une erreur capitale. Ceux qui entendaient prolonger artificiellement la vague révolutionnaire ont laissé la masse ouvrière désertier les syndicats dissociés, tandis qu'une fraction réduite de l'industrie privée, dominée par les syndicats de services publics s'accrochait aux illusions d'un « syndicalisme légaliste et passif ». Ceux qui voulaient préserver les organisations du noyau-tage communiste ont livré l'aile marchande de la classe ouvrière aux aventuriers de la bolchevisation. Les uns et les autres n'ont pas compris qu'il fallait sacrifier l'accessoire à l'essentiel, le provisoire au permanent, les programmes et les espoirs à l'unité de la classe ouvrière. Il n'est pas inutile de méditer sur ce tournant de 1921 ; il serait singulièrement édifiant d'écrire l'histoire de la C.G.T.U. et de sa colonisation rapide par les agents du stalinisme. Par delà la tombe, Monatte laisse aux jeunes son salutaire avertissement : **Que les militants syndicalistes ne se laissent ni corrompre par les servitudes de l'administration, ni saouler par les vertiges de l'abstraction !**

Roger HAGNAUER.

# QUAND LES YEUX S'OUVRENT...

**L'Union Parisienne de la C.F.T.C.  
dénonce les faux syndicalistes  
qui dirigent l'Union C.G.T.  
de la région parisienne**

L'Union C.F.T.C. de la Seine avait proposé à l'Union C.G.T. la constitution de comités intersyndicaux pour la lutte antifasciste. A sa grande surprise, qui s'exprime dans son bulletin intérieur (pour nous, ce n'est pas une surprise), les dirigeants de l'Union C.G.T. ont rejeté ces comités intersyndicaux en préconisant des comités antifascistes aux contours flous, laissant évidemment toute possibilité de manœuvre aux partis, plus exactement au parti communiste.

La C.G.T. a rejeté de même la proposition d'une brochure commune sur les journées des 8, 9 et 13 février. Les dirigeants de l'Union C.F.T.C. formulent encore l'espoir que la C.G.T. reconsidérera sa position. Espoir vain ! A moins que la lumière qui se fait lentement, mais sûrement, chez tous ceux qui croyaient avoir affaire à des syndicalistes d'une autre tendance, alors qu'il s'agit d'anti-syndicalistes... à moins que cette lumière s'étende encore davantage, pour le plus grand bien du mouvement ouvrier. Et que d'autres yeux s'ouvrent.

**Solidarité avec la protestation  
Syndicaliste contre les violences  
staliniennes**

Le temps n'est plus où des éléments extérieurs au mouvement ouvrier pouvaient imposer leur loi et introduire, dans les organisations ouvrières, les méthodes de violence et de police.

Nous exprimons notre complète solidarité avec les militants syndicalistes des différentes centrales qui, face aux campagnes de calomnies et aux « commandos » de violence, ont manifesté leur réprobation. Il faut en finir avec ces méthodes staliniennes impulsées ou couvertes encore par les dirigeants de la C.G.T. et du parti communiste. Si la protestation publique ne suffit pas, il faudra organiser contre elles l'auto-défense ouvrière. Il restera en outre à constater que l'épithète de « fascistes » qu'ils appliquent à tous ceux qui ne pensent pas comme eux, s'accorde exactement avec leurs méthodes et leur idéologie.

(La presse quotidienne a signalé l'action de « commandos » staliniens — pardon ! poststaliniens — visant à interdire la propagande de noyaux syndicalistes révolutionnaires et d'autres minoritaires, notamment chez Lavalette, à la S.A.V.I.E.M. et chez Renault.)

# APRÈS NOTRE RÉUNION AVEC LA C.F.T.C.

## Extraits du discours de LUCAS du bureau confédéral C.F.T.C.

Mes chers amis,

On m'a demandé de traiter assez rapidement un problème qui demanderait des heures de développement si on voulait véritablement aller au fond des choses. Mais mon propos, aujourd'hui, est de situer la politique de la C.F.T.C. en matière de salaires et d'essayer de définir, d'une manière aussi précise que possible, comment se présente dans notre pays la politique des salaires et les problèmes posés par les conditions du salariat.

Ce problème doit être abordé au fond. A notre congrès de l'année dernière, en juin, un rapport a été présenté sur le problème des salaires et la politique qu'il convenait d'adopter...

Il y a la situation que nous connaissons actuellement, en régime dit capitaliste et libéral, donc de profit ; d'autre part, il faut envisager les voies et moyens pour mener une politique qui puisse permettre de sortir de la condition du salariat et d'assurer une participation effective des travailleurs aux résultats économiques...

### SUR LA STRUCTURE DES SALAIRES

La C.F.T.C. se prononce pour la **suppression du salaire au rendement**, parce que notre organisation estime que la dignité du travailleur commande qu'on ne calcule pas sa rémunération au nombre de minutes dans lequel il a réalisé telle opération. De plus, le développement des techniques a prouvé qu'une saine productivité n'est pas automatiquement celle réalisée à la suite du travail au rendement.

La C.F.T.C. a donc demandé à ses organisations de travailler au maximum pour que, dans les discussions de salaire qui portent sur des salaires minima sur lesquels doivent jouer les boni, ces salaires de base soient les plus élevés possibles et les plus près possible des salaires réels.

En matière de hiérarchie, il convient de revoir les classifications qui datent de quinze années et il convient d'abord d'obtenir pour tous un salaire vital, sur lequel on pourra rétablir une hiérarchie normale, en assurant son resserrement dans la mesure du possible. Le problème de la hiérarchie est important. Mais il faut d'abord s'occuper des salaires les moins élevés. Dans ce domaine, la C.F.T.C. a une position nette : le salaire minimum ne doit pas être un minimum biologique, mais il doit permettre aux moins favorisés de bénéficier des résultats de l'économie. Chacun sait que la rémunération des cadres, ingénieurs, techniciens, évolue plus rapidement que celle des petites catégories : en 1960, évolution de 7,5 % à la base pour 13 à 14 % au niveau supérieur...

### LA RÉPARTITION DU REVENU NATIONAL

Il y a en France, comme dans les autres pays, un problème de redistribution du revenu national. Une certaine politique avait estimé qu'il convenait d'intéresser les travailleurs et de permettre une distribution à définir des résultats acquis. Dans ce domaine, la C.F.T.C. a pris une position extrêmement nette et a souligné que l'intéressement véritable des travailleurs aux résultats des entreprises ne pouvait se concevoir dans la situation actuelle de l'entreprise où les pouvoirs sont essentiellement entre les mains de la direction. Tant que les travailleurs n'orienteront pas la vie de l'entreprise, ils n'y prendront pas de participation réelle.

Si l'on considère l'évolution de la part des salaires dans le revenu national pendant une vingtaine d'années, on peut dire que l'augmentation du pouvoir d'achat a été d'à peu près 0,6 % par an, compte tenu des situations différentes. Or, il nous a été dit qu'on voulait obtenir un doublement du niveau de vie en vingt ans. La C.F.T.C. estime qu'on doit considérer que dans la mesure où les dépenses de l'Etat sont axées surtout vers des réalisations improductives, on ne peut à la fois réaliser ces opérations et développer le niveau de vie.

On ne peut plus appliquer une politique de salaires à courte vue. Il faut continuer le syndicalisme de base, de discussion dans l'entreprise, mais, à notre époque, on doit penser au problème sur le plan national et international...

Dans les économies modernes, avec leur développement qui dépasse les frontières, avec les prises de conscience des travailleurs, pour avoir un salaire qui garantisse un pouvoir d'achat normal et qui permette de faire face à tous les besoins de la vie, il faudrait qu'à côté d'une politique de salaires il y ait une politique économique tout court, dont les formes nouvelles doivent être en dehors du capitalisme tel que nous le connaissons actuellement...

Par la suppression du salaire au rendement et des primes individuelles, par un intéressement véritable à la situation des entreprises — et non pas seulement par des primes données quand l'employeur le veut — par la suppression des disparités, on peut arriver déjà à préparer une politique de salaires qui puisse être représentative des résultats généraux.

## Extraits du discours de DESCAMPS secrétaire général de la C.F.T.C.

C'est avec plaisir que j'ai répondu à l'invitation de vos responsables. Depuis des années, j'ai eu l'occasion de suivre vos travaux, de réfléchir à un certain nombre d'études que vous avez faites sur le mouvement ouvrier français. On peut être militant syndical C.F.T.C. et connaître la place de Monatte et de ses camarades dans le mouvement syndical.

Je vais donc essayer de vous dire quelles sont les préoccupations actuelles de la C.F.T.C. en face des problèmes politiques, économiques, sociaux...

La C.F.T.C. se préoccupe de la prolongation du conflit algérien. Comment faire en sorte que notre action puisse hâter l'heure de la paix, permettre au peuple algérien d'accéder à l'indépendance tout en garantissant à la communauté européenne minoritaire un certain nombre de garanties indispensables. Notre action, tant le 27 octobre 1960 que le 19 décembre 1961, et en toutes autres circonstances, nous la menons le plus énergiquement possible puisque nous savons que la solution du conflit algérien, suivant ce qu'elle sera, conditionne l'avenir politique de notre pays pour bien longtemps.

Sur le plan de la lutte contre l'O.A.S., un coup de force est toujours possible. Nous sommes aux côtés de tous les hommes qui sont contre un coup de force fasciste...

Nous avons travaillé, en liaison quasi permanente avec les syndicats des travailleurs algériens, à maintenir les contacts et à essayer de permettre la formation de militants algériens pour les responsabilités qu'ils auront demain...

Lors des accords d'entreprise — Renault en 1955 — ces accords ont été pour nous, malgré certains dangers, l'occasion de porter un certain nombre de coups et de faire certains progrès (trois semaines de congé, retraite complémentaire). Puis ces trois semaines de congé ont été accordées à l'ensemble des salariés... Nous refusons de faire une politique syndicale de privilèges : si un secteur a obtenu quelque chose, il faut mobiliser les autres secteurs pour étaler les avantages. Même point de vue en matière d'emploi et de reconversion.

Une harmonisation économique doit se faire dans le pays. A une époque où on peut implanter des industries légères, il est possible de créer une série d'industries dans l'ouest ou le centre, il est possible d'apporter un minimum d'activité à des régions défavorisées. Il faut tendre à l'amenuisement des disparités, prendre l'exemple des pays à forte industrialisation qui ont généralement des salaires plus importants, il faudra aller à contre-courant de la politique actuelle du revenu national.

Sur le plan économique, plusieurs fédérations avaient, dès 1959, étudié l'évolution du syndicalisme anglais, et favorablement impressionnées par toutes les études faites dans les nouveaux

cercles fabiens, considéré que si de plus en plus nous devons aller vers une économie planifiée, il fallait faire en sorte que cette planification soit démocratique, faire coïncider l'efficacité économique et la liberté : planification démocratique axée sur la réponse aux besoins, avec la direction donnée effectivement aux conseils ouvriers à tous les étages de la vie économique. Dans la mesure où l'action est concertée, c'est autant de possibilités d'intervention du mouvement syndical dans l'économie.

Nous avons participé au IV<sup>e</sup> Plan dans les groupes de travail (environ 150 militants) plus que C.G.T.-F.O. et C.G.C. Pourquoi ? Avec ce double objectif : nous n'allons pas vers une planification démocratique en 1962, mais nous pouvons démocratiser le Plan en faisant participer largement des travailleurs. C'est une excellente école pour nos militants, qui leur permet de découvrir un certain nombre de mécanismes de la vie économique française et d'étudier concrètement les moyens de planification démocratique à réaliser après un changement politique important.

#### L'EFFORT DE FORMATION DES MILITANTS

Ce qui nous caractérise, c'est d'avoir fait un effort de formation assez important. Près de 4.000 militants passent chaque année une session de 8 à 15 jours dans une école normale ouvrière sur un thème précis. Par notre revue « Formation », par nos cours, nous essayons d'établir un réseau de formation à tous les échelons.

Nous avons, en outre, les sessions spéciales pour les dirigeants...

Un vieux militant de la C.G.T. me disait il y a deux ans : « De mon temps, pour être militant syndical, il fallait quelques idées, du courage physique et une bonne gueule ». Il faut, en plus, aujourd'hui, une technique...

#### OU VA LA C.F.T.C. ?

Des gens plus ou moins bien intentionnés disent que nous menons un jeu tactique qui nous mène un jour avec F.O., un jour avec la C.G.T., et qu'en définitive nous ne savons pas très bien où nous allons.

Pour nous, le pluralisme syndical, n'est pas un article de foi, mais une conséquence de la situation politique et syndicale française. Nous pensons que nous ne devons pas considérer que cela existera de toute éternité.

Le mouvement syndical français a subi, de par l'arrivée des communistes dans le mouvement ouvrier français, et par leurs conceptions, une déviation à caractère totalitaire.

Notre effort doit tendre à réaliser une forme de syndicalisme démocratique, largement ouvert et efficace.

Les jeunes sont moins idéologues que nous le sommes. Ils veulent avoir la voiture et le frigidaire...

Lorsque Lucas, à Saint-Nazaire, se trouve devant trois organisations de même force, les trois se conjuguent. Que dans une autre usine, il y ait C.F.T.C. et C.G.T., en conflit avec la Chambre Syndicale de la Sidérurgie, il est normal de lutter avec la C.G.T., même si nous n'avons pas une conception commune du devenir du mouvement syndical. Ce sont des problèmes concrets à résoudre en fonction d'un problème déterminé, mais en même temps nous éclairons nos militants pour leur montrer tout ce qui nous distingue de la C.G.T. et du parti communiste...

Il faut un mouvement syndical qui établisse des relations avec le monde universitaire, avec tous les mouvements universitaires, syndical, étudiant, professeurs, et avec le mouvement syndical paysan, actuellement en profonde évolution.

#### QU'EN EST-IL DU TITRE DE L'ORGANISATION ?

Notre organisation, lors de sa formation, se référait aux encycliques papales. Nous nous sommes référés, après la guerre, à un principe plus général de morale chrétienne. Aujourd'hui, une commission travaille depuis un an et a consulté des camarades de toutes professions et de toutes régions. Un rapport de synthèse se prépare et quand les syndicats l'auront étudié, nous aurons des débats et nous verrons où nous irons.

## PROTESTATION contre le refus d'une salle par la Bourse du Travail

Le camarade Roger Lapeyre, mandaté par un des syndicats de sa fédération, a envoyé à la secrétaire de la commission administrative de la Bourse du travail de Paris, la lettre qu'on lira ci dessous. C'est une protestation calme, mais très ferme, contre le « coup bas » antisindicaliste dont nous fûmes victimes :

*L'Union des Syndicalistes avait envisagé le 3 février de permettre à Eugène Descamps, secrétaire général de la C.F.T.C., de faire une conférence sur le programme d'activité de sa confédération.*

*Le Syndicat des Correcteurs (C.G.T.) dont plusieurs membres appartiennent à l'Union des Syndicalistes avait demandé l'attribution d'une salle; celle-ci avait été accordée le 3 janvier.*

*Or, par lettre du 30 janvier, vous avez estimé que l'Union des Syndicalistes n'étant pas adhérente à la Bourse du Travail, ne pouvait bénéficier de cette salle ; il s'agirait d'une stricte application de la réglementation.*

*J'ai reçu toutefois mandat du syndicat (F.O.) des administratifs, techniciens, cadres et assimilés de la R.A.T.P. de vous faire connaître combien le geste de la commission administrative de la Bourse du Travail consistant dans l'annulation de la délivrance du bon de salle accordé au Syndicat de Correcteurs (C.G.T.) et de l'interdiction d'ouverture de ladite salle est une mesure particulièrement choquante (1).*

*Le Syndicat des Correcteurs dont, je le précise, plusieurs militants sont à l'Union Syndicaliste, avait incontestablement le droit d'obtenir une salle puisque adhérent à la Bourse du Travail.*

*Se portant garant de la discipline, il pouvait raisonnablement penser que des militants syndicalistes dans une Bourse du Travail ne feraient pas obstacle à ce qu'une Union de Syndicalistes puisse permettre au secrétaire général de la C.F.T.C., Eugène Descamps, d'exposer son point de vue.*

*Vous avez préféré l'application stricte d'un règlement.*

*Nos camarades du Syndicat (F.O.) des administratifs, techniciens, cadres et assimilés de la R.A.T.P. estiment qu'en agissant ainsi vous avez montré un esprit partisan et sectaire ; outre que de tels agissements nous font douter de sentiments spectaculairement affichés en faveur de l'unité, il faut donc enregistrer qu'en 1962 le secrétaire général d'une confédération ouvrière invité par une Union de Syndicalistes avec un bon de salle régulièrement accordé à un syndicat C.G.T. s'est vu interdire la Bourse du Travail !*

*Certes je vous accorde qu'il s'agit d'un syndicat C.G.T. dont il semble que le conformisme à l'égard des mesures totalitaires laisse fort à désirer.*

*Est-ce une raison valable pour se conduire avec une telle incorrection — d'autres diraient goujaterie — avec un secrétaire d'une confédération et avec des militants syndicalistes ayant eu l'audace d'imaginer qu'ils pouvaient recevoir le secrétaire général de la C.F.T.C. dans une Bourse du travail.*

*Certes ces faits seront portés à la connaissance des travailleurs qui jugeront ; mais aussi, bien entendu, à la connaissance de M. le Préfet de la Seine et de M. le Ministre du Travail en leur demandant d'en tirer toutes conclusions qu'ils jugeront utiles.*

*Recevez, chère camarade, mes salutations syndicalistes.*

Le Secrétaire fédéral.

(1) Extrait de la lettre du 30 janvier : « La Commission administrative de la Bourse du Travail décide d'annuler la délivrance d'un bon de salle au syndicat des correcteurs et interdit l'ouverture de ladite salle. »

## INFLATION ET COUT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Je crois me souvenir que, dans ma dernière lettre, j'indiquais quelles avaient été les mesures prises par le gouvernement pour le plan de stabilisation et de reconversion de notre monnaie. Et je laissais entendre qu'à mon modeste avis, tout avait été fait avec beaucoup d'habileté, le ministre du Commerce, Ullastres, étant un homme intelligent et capable dans le domaine économique.

Je faisais part aussi de mes craintes en ce qui concernait le plan de réactivation industrielle. Le gouvernement, et l'industrie en général, pensaient pouvoir compter sur une main-d'œuvre qualifiée pour la mise en service des nouvelles méthodes de travail, le remplacement de matériel, etc. Mais l'énorme émigration des ouvriers spécialisés en Allemagne, en Suisse, en Hollande, etc., a donné un coup d'arrêt à la relance industrielle prévue.

Je crois fermement aujourd'hui ne pas m'être trompé lorsque je signalais la possibilité d'une nouvelle inflation, puisque déjà elle commence à se manifester.

Le gouvernement s'est vu contraint de créer un plan d'aménagement routier, de prévoir un programme de construction navale, d'établir un système de crédit en vue du développement de l'industrie hôtelière, etc. Pour réactiver le plan de construction, l'Institut du Logement a instauré un système de crédit, à long terme dans certains cas, exempt d'impôts pendant vingt ans dans d'autres cas.

Tout cela a provoqué d'énormes demandes pour les industries sidérurgiques, métallurgiques, le bâtiment, mais ces programmes rencontrent de grosses difficultés lorsqu'il s'agit de les mettre en pratique : il y a le manque de main-d'œuvre qualifiée, et l'impossibilité de remplacer ces ouvriers par des manœuvres ; il y a le matériel vétuste et les méthodes de travail dépassées ; enfin, un personnel ouvrier peu discipliné et opposé à la mise en pratique de certains systèmes de rendement.

En ce moment, tous les « plannings » échouent du fait du manque de main-d'œuvre qualifiée. Les ouvriers qualifiés vont aux entreprises qui paient le mieux, et comme toutes les entreprises en recherchent, le coût de cette main-d'œuvre qualifiée augmente sans cesse.

Si nous n'avions pas un tel retard industriel, cette main-d'œuvre manquante pourrait être remplacée par des manœuvres puisque, dans la productivité, le facteur « machines » est le plus important. Mais malheureusement, même si peu à peu quelque chose est fait, la progression est très lente étant donné le manque de connaissances et parfois les improvisations.

Aujourd'hui, le prix de l'outillage, des machines, des automobiles, des produits sidérurgiques, est plus élevé dans notre pays qu'en un pays étranger quelconque et, de ce fait, le gouvernement est obligé de mener une politique de protection douanière.

Il résulte de cela que, pour faire face aux investissements, le gouvernement se voit contraint d'exercer une forte pression fiscale. Les ouvriers, continuellement sollicités par de nouvelles entreprises — les règlements, pactes et conventions ont été mis au rencart — réclament à tout bout de champ de nouvelles améliorations.

Une seule conséquence à tout cela : l'augmentation constante des prix de revient, et, par là, l'augmentation des prix de tous les objets manufacturés.

Une note publiée dans « La Vanguardia » en février annonce en ces termes l'augmentation de la circulation monétaire en 1961 :

« La circulation monétaire a augmenté, en 1961, de 9.666 millions de pesetas, atteignant un total de 88.592 millions. L'augmentation a été de 12,2 %. En 1960, elle avait atteint 4.810 millions c'est-à-dire 6,40 %, et en 1959 1.598 millions, soit 2,2 % »

Une autre note, publiée dans « El Noticiero » d'il y a deux ou trois jours, laisse entrevoir (bien qu'il l'explique à sa façon) l'échec de la relance économique puisque, bien qu'il existe déjà un Institut National d'Economie, dirigé par le ministre catalan Gual Villalbi, il a fallu créer un nouvel organisme économique. Cette note dit, entre autres choses :

« L'étape de la stabilisation ayant été couronnée de succès, celle du développement commencera immédiatement. Toutes les possibilités du pays, ainsi que toutes celles que nous pourrions trouver à l'extérieur, devront être mobilisées afin de mettre en exploitation nos richesses potentielles. Mais, accorder les intérêts divergents, coordonner l'action des ministères intéressés, de l'organisation syndicale et de l'initiative privée, réaliser les études nécessaires et veiller à l'accomplissement des décisions qui seront adoptées, représente une tâche d'une telle ampleur qu'il n'aurait pas été avantageux d'en charger un des organismes existants, préparés pour d'autres tâches. Pour cela il a été créé — et c'est une preuve supplémentaire de réalisme politique — une charge de commissaire au Plan de Développement Economique, qui prendra place dans la catégorie des sous-secrétaires d'Etat et aura rang de délégué permanent du gouvernement. »

Pour ce qui est de l'économie intérieure du pays, je le répète, nous allons — nous y sommes déjà — à une nouvelle inflation, les choses restant ce qu'elles étaient avant le plan de stabilisation : beaucoup de lois, beaucoup de projets, énormément de plans de travail, mais pas de main-d'œuvre. Et dans ce cas précis, on n'a pas su, ou pas pu coordonner, depuis le gouvernement, un véritable plan de travail et d'investissement qui tienne compte des possibilités effectives du pays.

Etant donné que notre pays compte de nombreuses personnes qui ne produisent rien, il existe certainement une solution au problème, et l'on pourrait envisager divers moyens ; mais des hommes comme Ullastres finissent, je crois, par se lasser ; et à force de voir les autres défaire tout ce qu'il fait, il finit par se laisser aller lui-même aux improvisations. (Je voudrais ouvrir ici une parenthèse pour préciser que si je dis du bien d'un homme comme Ullastres, ce n'est pas par flatterie ; je n'ai rien de commun ni avec sa personne ni avec son système mais je crois que c'est un homme qui accordait ses actes à sa politique.)

La seule chose qui nous a permis de tenir et nous a évité de revenir à la politique de l'« estraperlo » (marché noir), a été l'énorme entrée de devises fournies par le tourisme, lesquelles nous ont permis d'importer les matières premières nécessaires pour ravitailler le marché, et d'équilibrer le déficit de notre balance commerciale. Il reste à notre gouvernement à prier avec ferveur pour que cette source ne tarisse pas, parce que, autrement, ce serait le chaos...

Ces notes sont un peu décousues ; je pourrais en effet m'étendre beaucoup plus, mais ce n'est pas mon propos de rédiger ici un traité de politique économique. Je voudrais simplement esquisser la façon dont se déroulent les choses pour que l'on en ait une idée.

De ce qui précède, on peut tirer les conséquences suivantes :

Jusqu'à maintenant, les cotations de la peseta données par l'Institut National de la Monnaie permettent d'observer qu'on est en train de donner la même valeur officielle fixée lors de la stabilisation, c'est-à-dire 60 pesetas pour un dollar et 13,35 pour un franc suisse. Si cela devait continuer ainsi, je ne serais pas étonné de voir, dans peu de temps, intervenir un dévaluation de la peseta sur le marché étranger.

En économie, lorsqu'on fait bien les choses, il arrive encore que ça tourne mal. Mais si on les fait mal, il ne peut y avoir aucun doute que leurs

résultats seront néfastes. Et c'est ce qui se passe actuellement dans notre pays.

Un aspect qui passe inaperçu pour le moment, mais qui, à la longue, peut avoir de graves conséquences, c'est l'acquisition par les étrangers (Suisses, Allemands, Suédois, etc.) d'immenses propriétés le long de la côte. Actuellement, la meilleure partie de Palma de Majorque, en bordure des plages, est aux mains des étrangers. Ceux-ci sont en train d'acquiescer toute la côte méditerranéenne, et il arrivera un jour où les gens d'ici n'auront même plus le droit de se baigner. Ces transactions ont fourni de grosses quan-

tités de devises au gouvernement, et l'augmentation en flèche du prix des terrains a fait faire d'excellentes affaires aux précédents propriétaires (agriculteurs pour la plupart).

\*\*\*

Qu'attendent les organisations syndicales françaises, à l'instar des syndicats suédois, pour informer leurs membres de la nature exacte du régime franquiste et rappeler que tout apport de devises — pendant les vacances par exemple — au trésor espagnol fournit de l'oxygène à la dictature ?

## A propos d'une exposition du peintre mexicain Siqueiros VICTIME OU ASSASSIN ?

La Commission pour la vérité sur les crimes de Staline nous informe qu'un certain nombre de peintres français, parmi les plus célèbres, préparent actuellement une exposition des œuvres de Siqueiros. Il se trouve que ce peintre mexicain, aujourd'hui emprisonné dans son pays, s'est rendu tristement célèbre en prenant une part personnelle très active dans l'assassinat de Léon Trotsky.

La Commission pour la vérité sur les crimes de Staline nous communique la lettre qu'elle a adressée aux membres du comité qui patronne l'exposition Siqueiros. Nous publions cette lettre qui éclaire un peu la personnalité, pour le moins équivoque de Siqueiros.

Monsieur,

Nous apprenons qu'un Comité dont vous faites partie entend patronner une proche « Exposition d'Hommage » au peintre mexicain David Alfaro Siqueiros, actuellement emprisonné dans son pays à la suite, dites-vous « de son action militante pour la défense des droits démocratiques ». Au nom de la liberté d'expression, vous entendez manifester ainsi votre « solidarité » à l'artiste et « aider à sa libération ».

Sans préjuger des charges qui pèsent sur David Alfaro Siqueiros ou de l'arbitraire d'une détention prolongée, et tout aussi soucieux que vous de défendre, pour un artiste, la liberté de s'exprimer par les moyens qu'il a choisis, nous nous permettons toutefois de vous apporter sur la personnalité de David Alfaro Siqueiros et quelques-unes de ses activités les précisions suivantes :

1. Selon une lettre de Mme Siqueiros au journal français « L'Express », en mars 1961, David A. Siqueiros a été arrêté au moment où, déférant à une commande officielle, il brossait une fresque pour les bâtiments publics. On ne saurait pas taxer davantage de non-conformisme un peintre qui, au même titre que d'autres peintres mexicains, figura à l'Exposition officielle du Mexique à Paris en 1952 et dont vingt toiles doivent être pendues à la prochaine Exposition officielle qui aura lieu au Petit Palais.

2. Peintre célèbre et riche, David Alfaro Siqueiros a pu reconstituer son atelier dans le « pénitencier » où il est incarcéré et peut y exécuter de nombreuses commandes dont certaines semi-officielles, comme le portrait du grand écrivain décédé Alfonso Reyes (travail financé par le Collège National du Mexique, qui équivaut à notre Collège de France). Une rétrospective de ses œuvres a été organisée à l'Université de Vera-Cruz et il dirige le groupe théâtral du pénitencier où il jouit de tous les privilèges. Quoique privé de liberté, il n'est donc peut-être pas tout à fait la victime que vous vous représentez.

3. Les précisions précédentes ne nous auraient pas amené à vous envoyer cette lettre si David Alfaro Siqueiros ne s'était rendu coupable d'un forfait qui, à nos yeux, le disqualifie en tant qu'homme et le rend indigne de toute manifestation de solidarité. S'il concilie en effet sa qualité de peintre officiel avec celle de membre du parti communiste, on ne peut oublier la raison essentielle pour laquelle

son nom est devenu brusquement célèbre : par la part qu'il a prise (en tant qu'instigateur et principal auteur) à la tentative d'assassinat de Léon Trotsky, à Mexico, le 24 mai 1940.

Vous vous souvenez peut-être en effet que Léon Trotsky, exilé par Staline, chassé de France puis de Norvège, avait finalement reçu un visa de séjour au Mexique où, remarquons-le, de nombreux républicains et révolutionnaires espagnols trouvèrent également refuge après la victoire de Franco. Il y fut immédiatement en butte aux calomnies grossières des communistes mexicains, tandis que retentissaient dans la presse et les meetings communistes d'incessants appels au meurtre contre le grand révolutionnaire, surtout après la conclusion du pacte Hitler-Staline. Nous savons aujourd'hui que les calomnieux n'agissaient pas tous de leur propre chef et que Staline avait dépêché au Mexique ses agents pour liquider physiquement le plus prestigieux adversaire de sa politique contre-révolutionnaire.

David Alfaro Siqueiros aurait pu se contenter de jouer sa partie dans le concert d'attaques contre Léon Trotsky. Il fit mieux. L'Histoire consigne, en effet, que « le 24 mai, à l'aube, une bande armée conduite par le peintre Siqueiros attaque la maison (de Trotsky) selon un plan minutieusement réglé ». Quelques-uns des bandits « ont revêtu des vêtements de policiers » qui leur permettent de neutraliser le poste spécial établi à l'extérieur et de se faire ouvrir une porte ; d'autres se déploient à l'intérieur du jardin, déchargent leurs mitraillettes sur la fenêtre de la pièce où reposent Léon et Natalia Trotsky. Le sommier du lit, les oreillers sont « criblés de balles » ; Siéva, le petit-fils, est blessé ; un des secrétaires et amis politiques de Trotsky est emmené par la bande qui se retire sans être inquiété : on retrouvera son cadavre enfoui dans la chaux, un mois plus tard, dans une mesure camouflée appartenant aux beaux-frères de Siqueiros.

Léon Trotsky, qui a échappé miraculeusement à la mort, dénonce les coupables et, nommément, David Alfaro Siqueiros. Arrêté, puis mis en liberté sous caution, Siqueiros prend la fuite à Cuba, puis au Chili. Quand il revient, un autre tueur (qu'il n'est pas sans connaître) s'est chargé de mener à bien la tâche qu'il avait entreprise : Trotsky est mort, assassiné, et le dossier de l'affaire Siqueiros a mystérieusement disparu. En 1947, bénéficiant d'une singulière prescription, David Alfaro Siqueiros se vante de tenir « l'attentat de Coyoacan (celui dont il a été l'instigateur et l'artisan principal) pour un des plus grands honneurs de (sa) vie ». Il reprend en toute quiétude son activité de peintre officiel et d'exécuteur des basses œuvres du N.K. V.D.

Voilà les faits. Voilà l'homme. Nous vous faisons juge des uns et de l'autre, assurés que votre décision de patronner « l'Exposition d'hommage à Siqueiros » ou d'y participer sera désormais prise en toute connaissance de cause.

Croyez, Monsieur, à nos sentiments vigilants pour la défense des droits démocratiques.

# Propos irréguliers

J'ai reçu à la suite de mon article sur la fabrication du danger allemand un certain nombre de lettres exprimant des objections et des réserves auxquelles je voudrais répondre sommairement :

## LA CAPITULATION DE MUNICH

« Un grand ami, jeune agrégé de médecine, m'accroche au sujet de la « capitulation » de Munich en 1938. La question se présente sous trois aspects :

— L'affaire de la population allemande des Sudètes. Je maintiens que la solution hitlérienne — retour du territoire des Sudètes à l'Allemagne — a été confirmée a posteriori par la solution stalinienne — retour du territoire à la Tchécoslovaquie, avec expulsion immédiate de toute la population allemande.

— Le rapport des forces en 1938 ? Mon ami pense que Chamberlain a vraiment capitulé devant Hitler, que le gouvernement conservateur de Londres a soutenu Hitler, comme il avait soutenu Franco deux ans plus tôt, par phobie des mouvements démocratiques. J'ai quelque peine à attribuer à des motifs idéologiques une politique gouvernementale — surtout celle de l'Angleterre.

Mais si l'on peut débattre de la volonté britannique, on ne peut nier que ces possibilités d'intervention étaient inférieures en 1938 à ce qu'elles furent en 1939. Des personnalités compétentes et assez bien placées pour être informées exactement ont affirmé que la France militairement était également en 1938 bien au-dessous du niveau atteint en 1939.

Il est vrai que mon correspondant accepte la thèse de Shirer, sur l'opposition des généraux allemands à toute aventure militaire et leur volonté de renverser Hitler, à la faveur du conflit engagé. Il est toujours hasardeux de choisir entre des hypothèses et de « peser » des impondérables. De l'autre côté de la balance, nous plaçons la réaction spontanée, d'une ampleur exceptionnelle, de l'opinion publique française et britannique nettement hostile à toute guerre. En 1939, on n'était guère plus enthousiaste, mais on était beaucoup plus résigné.

— Enfin, pense mon ami, si l'on ne veut pas être entraîné dans le cycle infernal des concessions, que l'on ne bloque qu'en fin de compte et au plus mauvais moment, il faut savoir dire **non** aux dictateurs totalitaires.

Tout à fait d'accord. J'accepte aujourd'hui ce risque calculé. Encore faut-il que le calcul ne transforme pas le risque en une certitude désespérante. Seule, la France ne pouvait pas s'opposer à Hitler en 1939, pas plus qu'elle ne peut en 1962 s'opposer à Khrouchtchev. En 1938, il fallait, pour dire **non** à Hitler, la détermination anglaise et même le choix des Etats-Unis. En 1962, pour sauver la paix, il faut que la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale collent aux Etats-Unis. Je regrette très sincèrement de ne pas voir d'autre moyen d'éviter le tragique dilemme : **la guerre ou la servitude...** ou la tragique certitude : **servitude puis guerre ou guerre puis servitude.** Je n'abandonne pas l'espoir d'une intervention de l'Internationale ouvrière, mais celle-ci implique **le renforcement de la solidarité entre les syndicats libres, l'organisation de la solidarité avec les travailleurs asservis des pays totalitaires.**

## A PROPOS DE GEORGES BONNET

« Un ami du Noyau rectifie ma note sur **Georges Bonnet.** Il est vrai que de nombreux émigrés allemands et les apatrides de toutes origines ont été odieusement internés dès septembre 1939 dans les

campes de concentration dont l'ignominie a été décrite dans « **La lie de la terre** », de Kœstler. Bonnet en fut responsable au même titre que les autres ministres. Mais l'initiative incombait à Daladier à qui la législation de guerre conférait une autorité dictatoriale.

En 1938 et en 1939, la France — alors que Bonnet était ministre des Affaires étrangères, accueillait les proscrits antihitlériens d'Allemagne, d'Autriche, de Tchécoslovaquie, en même temps qu'elle ouvrait ses frontières aux proscrits espagnols antifranquistes. Quand on connaît le sort réservé par Staline aux révolutionnaires espagnols liquidés à Karaganda, aux juifs et antihitlériens allemands livrés à la Gestapo en 1939, on peut accorder à Georges Bonnet le bénéfice d'un jugement équitable...

## LA DECOLONISATION

### DE L'ALLEMAGNE FEDERALE !

Avais-je tort de déceler d'inquiétante tendances... de « gauche » (!), à propos du problème allemand ? La rencontre imprévue de Gaulle-Adenauer de février dernier a provoqué quelques commentaires significatifs. L'offre soviétique de négociations directes avec Bonn, les prises de position du président du parti libéral allemand, les propos prêtés à Kroll, ambassadeur à Moscou... tout cela pouvait annoncer une orientation politique nouvelle de l'Allemagne fédérale. De Gaulle s'est déplacé pour éviter un tournant « favorable à l'amélioration du climat international. » (Rosenfeld, dixit !)

Il est difficile de deviner la pensée et l'arrière-pensée de Mongénéral. Ce n'est pas ce qui nous préoccupe ici. Mais l'interprétation de cette rencontre et des démarches qui l'ont précédée et suivie confirme pleinement nos avertissements.

Pour M. Bosquet (de « l'Express »), la pression gaulliste n'aura qu'un effet provisoire. Tôt ou tard, il faudra se résigner à la « **décolonisation de l'Allemagne** » comme à celle de l'Algérie.

Oreste Rosenfeld — cet héritier dégénéré de Poincaré et d'Iswoolsky, égaré dans le P.S.U. — titre son article de « la Tribune socialiste » du 24-2-62 par une manchette flamboyante : « **La rencontre des deux hommes d'Etat les plus rusés et les plus réactionnaires.** » Vous noterez non les qualificatifs, mais les superlatifs... Il convient de les éclairer par d'autres chants de cette... « Orestie ». Le refus des Occidentaux d'accepter la proposition soviétique de conférence universelle « **sera présenté comme un sabotage du désarmement et une menace contre la paix** ». En face des Etats-Unis menaçant Cuba, « **l'U.R.S.S. exprime dans cette question l'indignation de tous les communistes, de tous les socialistes, je dirais même de tous les honnêtes gens !...** »

Soyons équitable. M. Rosenfeld veut bien reconnaître que nous ne sommes plus en 1922, au temps de Rapallo... ni en août 1939 (pourquoi cette référence à cette date ? M. Rosenfeld se garde bien de le dire... et pour cause !). « **Nous n'avons pas à craindre, pour le moment du moins, la constitution d'un axe Bonn-Moscou...** »

Notre homme, partisan de négociations directes entre Moscou et Bonn, se gausse des juristes qui objectent « **que le problème allemand est du ressort exclusif des quatre Grands (les vainqueurs)** »... Car... « **la constitution de deux Etats allemands, le réarmement des deux Allemagnes ne furent-ils pas en contradiction flagrante avec les accords des vainqueurs ?** » Que cette terminologie (qui nous rappelle exactement le style de Poincaré en 1923) puisse avoir droit de cité dans un organe se réclamant du socialisme internationaliste authentique... voilà qui déconcerte mon incurable naïveté.

Bien sûr ! Oreste ajoute — sans commentaires ! — que l'U.R.S.S. n'abandonnera pas la R.D.A.

de Pankoff... Mais « elle peut offrir à l'Allemagne des marchés pour son industrie ! ». C'est ma foi vrai... et cela explique la position du parti libéral allemand. De l'autre côté du mur de la honte (de la honte pour nous, M. Rosenfeld !), les représentants de l'industrie française célèbrent la Foire internationale de Leipzig et affirment que l'on se dispute dans les pays occidentaux les commandes de la République démocratique allemande (cf. « Figaro » du 5-3-63).

Quant à M. Bosquet, ne vous y trompez pas ! La décolonisation de l'Allemagne, c'est uniquement pour lui la rupture de Bonn avec l'Europe du Marché commun et l'Alliance atlantique... Car l'Allemagne est, à l'heure actuelle, colonisée... par les Etats-Unis... sans nul doute ! Gageons que les malheureux indigènes dont Kennedy fait suer... le faux-col raide sont tellement asservis qu'ils ne voudraient pas changer leur sort avec celui des... « soldats » du socialisme... démocratique et khrouchtchevien !...

#### MOTS D'ORDRE SIMPLES

— Quand donc, me dit un ami, t'arrêteras-tu dans tes objurgations et doléances, à propos du problème allemand ?

— Quand j'entendrai mes amis du P.S.U. (ils sont nombreux), mes amis de toutes les oppositions révolutionnaires dire nettement et franchement ce qu'ils pensent de ces mots d'ordre fort simples que je formule à nouveau :

1) Le problème allemand et inclusivement le problème de Berlin ne peuvent être résolus que par l'autodétermination de **tous** les Berlinoises, de **tous** les Allemands.

2) **Le désarmement de l'Allemagne n'est concevable que par effet logique et équitable du désarmement universel.** Il est inadmissible, **dix-sept ans après la capitulation du III<sup>e</sup> Reich**, de tolérer encore une distinction entre vainqueurs et vaincus, de ne pas accorder à tous les Etats **une parfaite égalité de droits.**

3) La rupture de l'Allemagne avec l'Occident, c'est à brève échéance la renaissance d'un nationalisme allemand qui réalisera avec l'Etat **totalitaire** de Moscou, un pacte semblable à l'alliance Hitler-Staline de 1939.

4) L'Occident ne représente exclusivement ni le socialisme, ni la démocratie, ni même la civilisation. Mais en Occident, c'est-à-dire particulièrement en France, aux U.S.A., en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, il existe des mouvements ouvriers relativement **libres**, des syndicats jouissant du droit de revendication, du droit de manifestation, du droit de grève. Pouvez-vous étudier des problèmes économiques sans tenir compte de cette réalité incontestable ? Pouvez-vous concevoir un socialisme qui n'implique pas ces libertés fondamentales... celles-là et les autres ?

#### L'AGRESSION CONTRE CUBA

Pourquoi ne pas parler de Cuba ? D'autres disent ce qu'il faut dire. Le débat porté exclusivement sur le caractère du régime cubain.

Le blocus de Cuba par les Etats-Unis ? Nous pouvons nous y opposer, comme nous nous sommes opposés en 1956 à l'agression de Suez, sans plus nous solidariser avec Castro qu'avec Nasser.

Il y a donc deux problèmes. Celui de la démocratie cubaine ? Castro la représenterait contre l'héritage de Batista ? Comme Staline représentait la liberté contre Hitler ? — Et le communiste que Castro place à un poste essentiel ne fut-il pas ministre de Batista ?

Sur le plan du conflit entre les deux blocs, il s'agit de déterminer si les premières mesures économiques des Etats-Unis contre Cuba ont suivi ou précédé la soumission de Castro à Khrouchtchev ?

Cette action a un double effet. Elle prive le citoyen des Etats-Unis du sucre cubain et des cigares de la Havane ? Le sort du peuple cubain en dépend-il ?

D'autre part, jugeant Cuba intégrée dans l'autre bloc, les Etats-Unis demandent à leurs alliés de ne pas livrer à Cuba des matières stratégiques, pouvant être utilisées dans la préparation de la guerre contre les Etats-Unis ? Pendant l'avant-dernière guerre, il y eut une affaire du bassin de Briey, exploitée par les Allemands, épargné par l'aviation et l'artillerie françaises, alors que le minerai de fer extrait en ce lieu servait à fabriquer des canons et des obus destinés à tuer des soldats français.

Mais les Etats-Unis agissent en puissance impérialiste ? Découverte originale. Mais l'U.R.S.S. rompant unilatéralement ses contacts avec l'Albanie et obligeant ses vassaux à la même violation d'accords réciproques, protège-t-elle le peuple albanais comme elle veut protéger le peuple cubain ?

R. H.

Au sujet de F.O. et de la C.I.S.L.

## Le silence est d'or... Mais les explications vont coûter plus cher

Roger Hagnauer, s'excusant de quelques timides remarques sur le Congrès F.O., réclame des explications supplémentaires.

Toute tentative est frappée de stérilité au sein de la Confédération Force Ouvrière ai-je affirmé ; mais en donnant des raisons précises : absence d'équipe s'opposant au Bureau confédéral avec des *idées* et des *hommes* désirant « le pouvoir confédéral ».

Contrairement à la C.F.T.C. qui a la grande chance de posséder une équipe d'*hommes* luttant pour le « pouvoir confédéral ».

N'est pas contestée l'affirmation que le Congrès ne peut rien contre les 125 « sénateurs ».

Les craintes sur les Unions départementales sont vaines. Des changements sont désirés ; mais les conservateurs veulent conserver ce qui n'est évidemment plus à conserver (1).

Maintenir en 1962 une organisation matérielle dont il n'est pas douteux qu'elle était juste de 1904 à 1912, est aberrant.

Vouloir ignorer le développement de l'*économie de service*, les créations des *entreprises publiques*, les conditions d'*établissement des contrats collectifs à caractère national* et leurs conséquences dans la structure syndicale n'est plus du conservatisme.

Qui a prétendu que le rôle des Unions départementales n'était pas de première importance, alors qu'il est indispensable que le syndicalisme le plus intéressant ne se pratiquait pas à ce stade ?

Mais, est-ce à dire qu'il faille garder le système actuel et que tout serait supportable parce que le « Préfet confédéral », c'est-à-dire le Secrétaire de l'Union départementale, a l'insigne honneur de voter pour le Bureau confédéral ?

Il serait intéressant de connaître *les raisons de ceux qui estiment que les choses peuvent continuer, que tout est bien ainsi, et les motifs de cette satisfaction.*

\*\*

Mais voilà qu'Hagnauer pense que le désaccord est irréductible sur le plan international ; plus précisément il s'agit de la C.I.S.L. et de l'Algérie.

Tous mes « feux » n'ont pas été dirigés sur la C.I.S.L. ; mais il est exact que je considère que la C.I.S.L. ne peut se vanter de sa « politique » algérienne (2).

(1) Il faut rappeler à ce sujet l'interview remarquable d'une femme du peuple, lors d'élections en Grande-Bretagne, fière de son vote conservateur ; étonnement non feint du questionneur français se faisant attirer la réponse : Je vote conservateur pour conserver ce qui est bon !

(2) Etant bien précisé que *depuis longtemps déjà* tout ceci n'a plus aucune importance.

Mes propos seraient recueillis par toute la presse bourgeoise... et stalinienne ?

Hagnauer aurait dû noter que tel n'est pas le cas des *derniers propos*.

Je suis discret dans la R.P. ? Ce n'est pas ma faute si, pour des raisons de parution, mise en pages, ne sont pas reproduits des extraits de l'article « horrifant ». Dommage, les critiques d'Hagnauer auraient pu être au moins analysées... et comprises (3).

Certes, au sein de la C.I.S.L., *il y eut un vote regrettable* reconnaît Hagnauer ; l'œil mouillé, il cite et s'extasie en rappelant le « rachat » de la C.I.S.L. « ... en intervenant auprès du gouvernement français pour permettre à l'U.S.T.A. de tenir son Congrès à Paris, en protestant contre l'incendie des locaux de l'U.S.T.A. à Roubaix et, enfin, en condamnant les attentats contre les syndicalistes U.S.T.A. et l'assassinat de Ahmed Bekhat... »

Notre ami est généralement plus difficile ; son absolusion est trop facile.

Non, Hagnauer, les dirigeants de la C.I.S.L. — américains et autres — n'ont pas fait ce qu'ils devaient à l'époque.

Je prétends que si après l'assassinat d'Ahmed Bekhat, le secrétaire de la C.I.S.L. avait convoqué les responsables de l'U.G.T.A. en précisant que le premier assassinat d'un militant syndicaliste algérien entraînerait infailliblement l'exclusion de l'U.G.T.A. de la C.I.S.L. avec la dénonciation devant l'opinion syndicale internationale, la longue liste des victimes des tueurs n'existerait pas...

« Permettre » de tenir un congrès, « protester » contre l'incendie, « condamner » — en bla-bla-bla — les attentats, *c'est s'en tirer à bon compte !*

Ceux qui ont été assassinés auraient préféré autre chose ; comme les combattants espagnols en 1936 devaient autre chose que des motions... et de la gaze hydrophile !

Je ne vois pas en quoi le fait que des décisions contre la C.I.S.L. ont été prises AUSSI par Robert Lacoste, socialiste, attaquant dans un style digne de l'Action française d'autrefois et du Rivarol d'aujourd'hui, le représentant officiel des travailleurs américains, change quoi que ce soit à la question ; la réaction, au contraire, aurait dû être plus vigoureuse.

C'est comme un lâche acquiescement qui a fait suite à ces décisions.

Mais je n'ai aucune peine à reconnaître qu'il est tout à fait exact que notre Fédération a blâmé — en son temps — les interventions de la C.I.S.L. dans l'affaire algérienne : cela sentait trop l'incompétence, les interférences d'intérêts de pays capitalistes, l'indifférence envers ceux qui ne tuaient pas, le refus de prendre des risques, et l'installation dans une conception toute théorique d'un problème n'ayant pas de caractéristiques particulières.

\*\*\*

Il est souligné en gras :

« Les réunifications passées n'ont pas été faites par les travailleurs, mais imposées pour des raisons internationales. »

Cette réflexion appellerait de sérieuses observations ?

J'imaginai — tout bêtement — que la réunification de 1935 était fille d'une déclaration — fort précise — d'un certain M. Staline. lequel en 1934 « comprenait et approuvait les raisons de défense nationale de la France ».

Pour les stalinien, cela se traduisait par l'obligation de chanter « la Marseillaise » et de défilier devant Jeanne-d'Arc : *l'unification syndicale était dans le vent de cette histoire.*

Une nouvelle scission était intervenue lors du « pacte de paix (!) germano-soviétique » quand M. Staline dut faire face aux visées de son compère de 1939, un dénommé Hitler. *Il fallait bien que toutes les forces redeviennent antifascistes (ce qui avait été oublié entre 1939 et le 22 juin 1941).*

(3) Roger Lapeyre a publié et commenté dans son journal fédéral, un article de Jean Cau — prix Goncourt 1961 — sur ses entretiens avec des chefs « syndicalistes » algériens. Jean Cau y fait montre d'une ignorance complète du mouvement syndicaliste français... et algérien. (N.D.L.R.)

Dois-je donc revoir mon histoire syndicale ? Qu'Hagnauer ne se contente pas de « timides remarques » : Je relève — au contraire — du *recyclage* complet.

\*\*\*

Pour « les politesses » avec les pseudo-syndicaux soviétiques, toutes explications ont été données.

Il s'agit tout simplement de savoir, alors que les portes s'entr'ouvrent du côté U.R.S.S., si des syndicalistes français refusent la confrontation.

*Nous acceptons et prenons les responsabilités de cette confrontation.*

Et pas une fois, par hasard, ou pour le « scandale ».

Non, mais bien par des accords et engagements fort précis qui n'ont rien à voir avec les « politesses ».

Ce n'est pas nous qui rompons un contrat ; notre caractéristique est la persévérance ; ajoutons-y le respect des engagements librement pris.

Les résultats, me rétorquera-t-on, astucieusement ?

Autant que les résultats d'un discours dans un Congrès, d'une motion contre l'O.A.S. et les « protestations » de la C.I.S.L. contre les assassinats des syndicalistes algériens ?

Roger LAPEYRE.

## A travers les

# LIVRES

### ARTS DE MASSE ET GRAND PUBLIC

par Jean BONIFACE (Editions Ouvrières ; collection « Vivre son temps »).

Jean Boniface, l'excellent rédacteur en chef-adjoint de l'organe du Mouvement Coopératif de consommation, vient de consacrer un ouvrage aux arts dits de masse et conjointement à leur situation sur le marché de l'économie nationale.

Car, est-il besoin de le rappeler, si les productions culturelles relèvent, et c'est logique, avant tout, de la pure création spirituelle, elles n'en sont pas moins soumises à des lois identiques à celles qui régissent d'autres secteurs : industrie, agriculture. Le poète, le peintre, le musicien, s'ils sont avant tout des artistes, avec tout ce que ce terme sous-entend, sont aussi des « producteurs » dont les liens avec les millions de « consommateurs », à mesure que les techniques prennent de l'expansion, se resserrent et se multiplient. Jean Boniface a voulu son livre clair et solidement charpenté. Il a évité, raisonnablement, les spéculations aventureuses, les affirmations trop précipitées.

Abordant tour à tour le livre, la presse, le cinéma, la radio, la télévision, le théâtre, la peinture et la musique, l'auteur rappelle la genèse de chacun de ces « grands moyens », évalue leur production, trace le chemin qui les rattache au public, le « consommateur », et tente enfin de dessiner le portrait-synthèse de ce « consommateur ». Jean Boniface a le mérite d'avoir réuni un vaste ensemble de renseignements, de chiffres, d'indications précises qu'il fallait jusqu'à ce jour récupérer dans des revues, des bulletins, des rapports, des études difficiles à réunir. Dans les étroites limites de cette note de lecture nous nous interdirons toute citation. Ce serait déflorer l'ouvrage entier. Il vaut mieux insister auprès du lecteur pour qu'il n'oublie pas de lire ce vigoureux et passionnant essai dont nous faisons nôtres les conclusions.

Que sera-t-elle (la culture), nous l'ignorons, mais si elle n'est pas une culture de robots dans un monde à la Wells, si elle est une culture d'hommes complets, épanouis et fraternels, c'est qu'elle aura cheminé selon ces trois directions :

- de l'injustice vers une répartition égale
- de la quantité vers la qualité
- du paternalisme vers une authentique et libre majorité.

André LAUDE.

Une grande figure du féminisme et du syndicalisme universitaire :

## MARTHE BIGOT

La mort fauche rapidement dans cette admirable phalange qui sauva, en 1914, l'honneur du socialisme internationaliste, du syndicalisme révolutionnaire, en menant contre la guerre et l'Union Sacrée une bataille qui se prolongea naturellement en défense de la Révolution russe, puis en opposition irréductible à la liquidation d'Octobre et du communisme personnifié par le monstrueux Staline.

Après Monatte, Antoinette Bigot, Lucie Colliard, Marguerite Thévenet. Marthe Bigot s'en va, n'ayant survécu que peu de temps à sa sœur. Transportée, il y a quelques semaines à l'hôpital de Pontoise, à la suite d'un accident qui avait provoqué une fracture du col du fémur, elle s'est éteinte le 4 mars 1962. Malgré ses 83 ans, et de pénibles gênes motrices, elle avait gardé toute sa lucidité et la générosité de ses sentiments et idées. C'est vraiment — comme nous l'écrivit une de ses plus fidèles amies — une noble vie qui s'achève.

Marthe Bigot appartenait au vieux syndicat des instituteurs, celui qui subit des poursuites judiciaires avant la guerre de 1914 et provoqua après le fameux congrès de Chambéry (1912) la haine de la réaction. Elle avait participé à l'ardente lutte féministe qui aboutit en 1914 à l'égalité de traitement entre instituteurs et institutrices, revendication équitable dont la satisfaction plaça le personnel enseignant à l'avant-garde du syndicalisme (1). Elle resta naturellement pacifiste et internationaliste, alors que les plus lucides étaient aveuglés et les plus fermes détaillants (2). Et tout naturellement, elle adhéra à la Troisième Internationale et fut, après 1920, membre du Comité Directeur du Parti Communiste.

Elle signa, à ce dernier titre, une affiche contre le rappel de la classe 1921 et la première occupation de la Ruhr. Traduite avec Albert Treint devant le Conseil départemental de la Seine, où la représentation du personnel n'était pas exclusivement syndicaliste, elle se défendit en institutrice qui entend ne pas confondre sa tâche professionnelle et son action militante. Albert Treint, détaché et permanent du Parti, parla surtout en propagandiste justifiant la révolte contre une aventure militariste, plus stupide qu'odieuse. Le Conseil départemental, contre les seules voix syndicalistes, se prononça pour la révocation de Treint. Mais des défections parmi les élus de l'association jaune et le corps des inspecteurs renversèrent la majorité dans le cas de Marthe Bigot. Cependant, contre l'avis du Conseil départemental, le Ministre passant outre, révoqua Marthe Bigot. En signe de protestation, tous les conseillers départementaux — élus du Syndicat National et de la Fédération de l'Enseignement — démissionnèrent et leur réélection triomphale fut marquée par d'ardentes manifestations publiques.

Le nom de Marthe Bigot symbolisa donc la lutte contre l'arbitraire. En 1922, lors d'une élection partielle au Conseil Municipal de Paris, le Parti communiste présenta la candidature de Marthe Bigot, évidemment inéligible. Et son nom symbolisa alors la défense des droits des femmes. D'autres auraient pu profiter de cette popularité. Ce n'était qu'une dans les aptitudes et les goûts de Marthe Bigot.

Révoquée avec beaucoup d'autres, sous le Bloc National, elle fut la rédactrice du journal : l'Ouvrière, fondé par un Parti communiste — qui

n'était encore ni un couvent, ni une caserne, ni un assomoir. La victoire des Gauches, en 1924, permit sa réintégration à son poste d'institutrice qu'elle occupa jusqu'à la retraite.

Elle fut naturellement dès 1924 de l'opposition à la bolchevisation, puis au stalinisme. Contre l'empoisonnement de l'enfance par les « Pupilles communistes »... contre l'éviction puis la liquidation physique des géants de l'Octobre russe, contre le national-communisme, contre le bellicisme, contre le pacte Hitler-Staline, contre les sauvageries de l'épuration... elle prit position, chaque fois qu'il le fallait, nettement, simplement, avec le courage tranquille de la conviction et de la vertu.

Naturellement, aux côtés de Loriot, elle s'affirma contre l'insolente politisation de la C.G.T.U., et la sobriété, la rareté de ses interventions augmentaient leur valeur et lui attiraient un incontestable prestige moral (3).

Lorsque Monatte nous proposa en 1926 d'ajouter au noyau : Marthe Bigot et Jeanne Stanko (des Postiers), s'il y eut au moins quelques interrogations pour cette dernière, il n'y eut à l'égard de Marthe Bigot rien que la satisfaction de rendre public, ce qui était acquis dès la fondation de la R.P. Sa collaboration ne fut pas aussi copieuse et régulière que nous l'aurions souhaité.

Mais elle était d'une valeur exceptionnelle. Une étude féministe qu'elle nous donna en réponse à l'exploitation du dilemme proudhonien : courtisane ou ménagère (dont le génie de Proudhon n'excuse pas la stupidité) reste une pièce d'anthologie. Même après les succès féministes de ces vingt dernières années, l'argumentation de Marthe Bigot garde toute sa valeur. On lui saura gré d'avoir prouvé l'ignorance crasseuse des réactionnaires qui, en regrettant le bon temps de « la femme au foyer » n'ont jamais compris que jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le foyer c'était l'atelier, dans l'industrie rurale et domestique.

Dernièrement, elle nous donnait une étude aussi substantielle sur la condition des femmes, dans les pays arabes. C'est que sa culture profonde et étendue la distinguait aussi singulièrement que la valeur de sa pédagogie, l'originalité de son esprit, la fermeté de son caractère.

Le noyau de la R.P. mesure aujourd'hui la place que Marthe Bigot tenait dans le mouvement, jusqu'à ce que l'affaiblissement de ses forces l'ait contrainte à une double retraite d'éducatrice et de militante. Il nous faudra élever ici, pour cette éminente personnalité, le monument auquel elle a droit.

### LE NOYAU.

(1) Cf. Quelques souvenirs de Marthe Pichorel (R.P. novembre 1935). On y trouve les noms des membres parisiens du bureau de la Fédération féministe universitaire en 1912 : Marthe Bigot, Marthe Pichorel, Marie Grimmer, Jeanne Méo, Henriette Izambard, Marthe Pichorel y signala « le rôle prépondérant joué par Marthe Bigot, dans la conquête de l'égalité de traitement ».

(2) Cf. dans le même numéro de la R.P., les savoureuses notes d'Hélène Brion sur le congrès fantôme d'août 1917. C'est Marthe Bigot qui rédigea la protestation contre l'arbitraire gouvernemental.

(3) C'est encore Marthe Bigot qui rédigea l'ordre du jour condamnant en termes qui n'ont pas vieilli la politisation du bureau confédéral de la C.G.T.U. Le style classique de notre amie convenait parfaitement pour la rédaction de documents historiques.

# EN SOUVENIR DE "LA MARRAINE" DE PERIGNY (1)

Lorsqu'on évoque le souvenir de Marguerite Thévenet, on pense d'abord évidemment à la compagne de notre Alfred Rosmer, à celle qui fut avec un courage tranquille la messagère de la Révolution et de l'Internationale, celle dont la modestie et la discrétion servaient admirablement la clandestinité des transmissions et des déplacements par delà les frontières interdites.

Cet hommage justifié laisse dans l'ombre tout ce qui traduisait la rayonnante personnalité de cette servante désintéressée des grandes causes. C'est qu'il est aussi difficile d'écrire la biographie de Marguerite que celle d'Alfred. Seuls de rares initiés étaient admis dans l'intimité du couple... et les plus proches n'ont jamais recueilli que des confidences elliptiques et rares versées au compte-gouttes. Un hasard heureux me permit d'entrevoir Marguerite Thévenet, le Premier Mai 1919, à l'un des barrages de la place de la République, distribuant aux soldats des tracts de la Troisième Internationale... jusqu'à ce qu'un officier (probablement un combattant pas encore démobilisé) la prévint de la présence de policiers derrière le cordon de troupes.

Mon vieil ami Gilbert Raguier en 1918 me citait toujours Marguerite, avec Hélène Brion, Lucie Colliard, Nelly Roussel, Henriette Izambard, Marthe Bigot, Berthe Duchêne, Marthe Pichorel, Lara... parmi les femmes pacifistes dont la révolte consciente contre la guerre s'affirma dès le dernier trimestre de 1914.

Dans leur majorité ces femmes pacifistes appartenaient au personnel enseignant : Marguerite mérite à double titre de figurer parmi elles. Car elle fut une éducatrice particulièrement efficace qui avait compris — avant les pédagogues officiels — que l'enfant pour être connu et cultivé doit être saisi, non sous la contrainte des servitudes scolaires, mais dans la liberté des jeux, des récréations, des loisirs. Elle fut — si mes souvenirs sont exacts — la fondatrice de « l'Enfance heureuse » où un petit groupe d'enfants jouissaient d'activités éducatives « extra-scolaires » intelligemment dirigées. Et, lorsque les organisations de pupilles communistes organisaient l'odieuse politisation de l'enfance et de l'adolescence, Marguerite — cependant militante de la gauche communiste la plus intransigeante — fut l'une des premières à signer la motion que nous avions rédigée avec Gilbert Raguier et qui opposait le droit de l'enfant prolétarien à choisir et à préparer librement son propre destin.

Mais dans sa retraite de Périgny, dans cette « maison des Rosmer » montée comme un chalet au milieu d'une sorte d'oasis boisée dans la Brie longue, monotone, dépourvue d'ombrages, Marguerite fut la tutrice bienveillante et providentielle de toutes celles qui avaient besoin d'une tendresse vigilante et efficace.

Trois lettres que nous communiqua Alfred Rosmer éclairaient cet aspect inconnu de la personnalité de Marguerite. Nous les donnons ici telles qu'il les a reçues. Deux sont écrites par la fille de Lucie Colliard et le fils d'Amédée Dunois, la troisième par un ouvrier, fils de paysans.

D'YVONNE COLLIARD :

*Comment vous exprimer la peine que j'ai ressentie en lisant « le Monde » du 28 janvier et en apprenant le malheur qui vous accable ? Nous n'avions guère l'occasion de nous rencontrer, bien sûr, mais il n'empêche que je pensais bien souvent à vous, bien souvent à « marraine », car pour moi, elle était toujours la « marraine » que j'avais*

(1) Marraine ? Le titre lui convient parfaitement. C'est chez Marguerite et Alfred Rosmer, aux Lilas, que se tint la réunion où fut décidée la création de la « R.P. ». Et ce fut un vrai baptême, car c'est Marguerite qui trouva notre titre. La « R.P. » se doit donc de consacrer une place suffisante à celle qui lui offrit son berceau... et son nom.

*connue dans mon enfance. Je n'oubliais pas non plus Périgny, la colonie, vos séjours à Larringes, etc. Tout ceci est présent à ma mémoire ; et précisément ces temps derniers j'y pensais encore plus que de coutume, quand tout à coup j'ai appris la douloureuse nouvelle.*

*Je n'ai pas besoin de vous dire toute la peine qu'elle m'a causé et je voudrais que vous sachiez toute la part que je prends à votre chagrin.*

*J'ai perdu maman il y a six mois et je sais combien la séparation définitive est dure à supporter.*

Du Dr Michel CATONNE, fils d'Amédée Dunois :  
*J'avais appris le décès de Marguerite par « le Monde ». Je vous remercie de votre faire-part qui me permet, sachant votre adresse, de vous faire savoir toute mon affectueuse sympathie. Vous ne pouvez savoir ce que Marguerite et vous — Rault et Lucie d'ailleurs également — représentent pour moi de souvenirs d'enfance et de jeunesse, liés à la mémoire de mes parents.*

De D. GAUTIER (un voisin) :

*C'est avec une douloureuse surprise que nous avons pris connaissance de votre lettre nous faisant part du décès de Mme Griot.*

*Depuis 1949 qu'elle avait fait notre connaissance en étant Marie-Thérèse, alors fillette, elle avait pris une grande place dans notre vie.*

*Quel plaisir était pour nous, chaque printemps, son retour à Périgny, ses visites amicales, ses causeries si agréables. Nous n'oublierons jamais les conseils, l'aide qu'elle nous a apportée et ce qu'elle a fait pour Marie-Thérèse.*

*Pour moi, elle sera surtout la preuve que malgré la sottise qui nous submerge partout, il est certaines personnes qui donnent un prix à la vie, et un idéal reconfortant dans un monde bien triste.*

Il y a douze ans, Marguerite « recevait » nos tout petits de Sèvres, conduits par une de ses « filleules » de Périgny, jardinière d'enfants. Je sais que ces adolescents d'aujourd'hui n'ont pas oublié la « madame si gentille », la bonne marraine de Périgny.

R. H.

## BILANS COMPARES DES ANNEES 1960 ET 1961

RECETTES :		
Abonnements ordinaires .....	9.041,03	8.058,03
Abonnements de soutien ....	3.940,04	3.216,24
Souscription .....	1.234,90	1.351,65
Vente au numéro .....	530,40	579,42
Vente des livres et brochures ..	133,60	612,67
Apport Cercle Zimmerwald ....	» »	1.158,66
Publicité .....	» »	100 »
Divers .....	415,05	390,80
Total des recettes .....	15.333,85	15.467,47
Solde déficitaire (1961) .....	» »	963,44
	<u>15.333,85</u>	<u>16.430,91</u>
DEPENSES :		
Impression et papier .....	12.081,43	13.014,35
Frais généraux (expédition, etc.) et divers .....	2.757,63	2.831,96
Téléphone .....	386,75	286,75
Rassortim. livres et brochures	80 »	297,85
Total des dépenses .....	15.305,81	16.430,91
Solde bénéficiaire (1960) .....	28,04	» »
	<u>15.333,85</u>	<u>16.430,91</u>
RECAPITULATION :		
Recettes .....	15.333,85	15.467,47
En caisse, fin exerc. précédent	1.566,88	1.594,92
	16.900,73	17.062,39
Dépenses .....	15.305,81	16.430,91
En caisse, fin exercice considéré	1.594,92	631,48
	<u>16.900,73</u>	<u>17.062,39</u>

# LES FAITS DU MOIS

**JEUDI 1<sup>er</sup> FEVRIER.** — A Moscou rencontre de l'ambassadeur des Etats-Unis et du ministre soviétique des Affaires étrangères.

Grève de 24 h. des facteurs ordonnée par la Fédération C.G.T. : résultats variables.

**VENDREDI 2.** — Nombreuses protestations syndicales contre les agissements de l'O.A.S.

Le Congrès des maires de France repousse par 5.505 voix contre 4.814 et 439 nuls une motion communiste sur la laïcité.

**SAMEDI 3.** — Explosion nucléaire souterraine de l'U.R.S.S.

Le Président de l'Argentine rappelle son ambassadeur à Cuba.

Blocage des salaires britanniques en 1962.

Protestation de la Fédération C.F.T.C. des Produits chimiques contre les regroupements anti-communistes.

**DIMANCHE 4.** — Elections cantonales et municipales à Choisy-le-Roi. Les communistes consolident leur position.

Elections finlandaises : Avance des agrariens et des conservateurs, maintien communiste, recul des socialistes.

L'avocate parisienne M<sup>e</sup> Glaymann, enlevée à Alger par l'O.A.S. est libérée.

**LUNDI 5.** — Allocution du général de Gaulle.

Embargo sur les produits cubains exportés aux Etats-Unis.

**MARDI 6.** — Manifestations universitaires pour la défense des libertés.

Grève des chantiers navals et des métallurgistes en Italie.

**MERCREDI 7.** — Dissolution de la Fédération des Antilles britanniques.

Attentat au domicile du ministre Malraux : une enfant gravement blessée.

Attentat contre un paquebot à Bône : 4 tués, 4 blessés.

**JEUDI 8.** — Catastrophe minière à Voelklingen (Allemagne fédérale) : plus de 300 morts.

Une manifestation anti-O.A.S. place de la Bastille à Paris, interdite, provoque de violentes réactions policières : 8 morts au métro Charonne, nombreux blessés.

Protestation de nombreuses personnalités contre l'acquiescement de 3 officiers poursuivis pour tortures en Algérie.

**VENDREDI 9.** — Grève d'une heure pour protester contre les violences meurtrières de la veille. Grève générale des cours au Quartier Latin.

M. Barak, vice-président du Conseil tchécoslovaque traduit en justice pour dilapidations et illégalités.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne décident de reprendre les essais nucléaires.

**SAMEDI 10.** — Le pilote de l'U-2 Powers, condamné pour espionnage en U.R.S.S., est échangé contre un espion soviétique.

**DIMANCHE 11.** — Comité Central du Parti Communiste à Choisy-le-Roi.

Réunion à Paris de 4.200 délégués des comités départementaux d'action laïque.

**LUNDI 12.** — M. Khrouchtchev propose une conférence au sommet sur le désarmement.

Grève d'une demi-heure ordonnée par la C.F.T.C. et F.O. contre les violences du 8 février.

Rassemblement convoqué par le parti socialiste autour de la place de la République.

M. Fanfani chargé de constituer un gouvernement italien orienté à gauche.

**MARDI 13.** — Grève de l'Enseignement pour la défense des libertés. Grèves le matin dans les services publics et les industries.

Une foule évaluée à 1 million de personnes participe aux obsèques des victimes du 8 février.

Grève générale de la presse quotidienne.

**MERCREDI 14.** — Pourparlers secrets franco-F.L.N. **JEUDI 15.** — Le président de Gaulle rencontre le chancelier Adenauer à Baden-Baden.

La République de Cuba exclue de l'Organisation des Etats Américains.

Le parlement syrien vote la dénationalisation des banques et industries.

**VENDREDI 16.** — La commission politique de l'O.N.U. rejette une plainte de Cuba contre les Etats-Unis.

**SAMEDI 17.** — Manifestations antiaméricaine et anti-japonaises en Indonésie.

**DIMANCHE 18.** — Deux avions pirates de l'O.A.S. bombardent Oudja au Maroc.

**LUNDI 19.** — Réponse négative du général de Gaulle à la proposition de M. Khrouchtchev de réunion au sommet sur le désarmement.

**MERCREDI 21.** — Le cosmonaute américain John Glenn réussit 3 fois le tour de la Terre.

Fin du conflit de Decazeville : reprise du travail après 64 jours de grève.

Le tribunal administratif de la Seine annule l'arrêté révoquant le professeur Schwartz.

**JEUDI 22.** — Réunion à Tripoli du Conseil national de la Révolution algérienne.

Une violente tempête ravage les côtes de l'Allemagne du Nord et fait 281 morts dont 259 à Hambourg.

23 morts à Alger.

**VENDREDI 23.** — Tentative avortée de coup d'Etat en Turquie.

Recrudescence du terrorisme à Oran.

Ouverture à Paris du procès des assassins de M<sup>e</sup> Popie.

**DIMANCHE 25.** — Le samedi et le dimanche, on compte pour Alger, Oran et Constantine : 66 morts et 72 blessés.

**LUNDI 26.** — Attentats de plus en plus nombreux à Alger.

**MERCREDI 27.** — Le G.P.E.A. décide de poursuivre la négociation avec la France.

Explosion d'une mine en Yougoslavie : 54 tués.

## D'où vient l'argent ?

### MOIS DE FEVRIER 1962 RECETTES :

Abonnements ordinaires .....	462,80	
Abonnements de soutien .....	295 »	757,80
Souscription .....		1.046 »
Vente au numéro .....		57,75
Vente des livres et brochures .....		47,25
<b>Total des recettes .....</b>	<b>1.908,80</b>	
En caisse à fin janvier .....	872,75	<b>2.781,55</b>

### DEPENSES :

Impr., papier R.P. janv. 62, complém. ....	372,77
Frais d'expédition .....	187,78
Téléphone .....	50,50
Autres frais généraux .....	143 »
Rassortiment en livres et brochures .....	42 »
Divers .....	101 »
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>877,05</b>
En caisse à fin février :	
Espèces .....	253,37
Chèques postaux .....	1.651,13
<b>1.904,50</b>	
<b>2.781,55</b>	

### 'LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Marcel Bayard (Seine-et-Oise), 25 ; Augusta Christophe (Seine), 25 ; Simone Cornier (Paris), 30 ; Constant Di Luccio (Algérie), 25 ; M.-M. Gilberton (Loire), 25 ; Eugène Lacroux (Calvados), 40 ; Georges Mauploux (Seine), 35 ; Henri Poulet (Seine-et-Oise), 30 ; Urbain Thévenot (Loire), 30 ; Jean Vidal (Haute-Loire), 30. — Total 295 NF.

### LA SOUSCRIPTION

Marcel Bulsson (Jura), 3 ; Maurice Dommanget (Oise), 3 ; Jean Duperray (Loire), 5 ; Kirsch (Seine), 2 ; André Langlois (Seine), 2 ; I. Laufer (Paris), 1.000 ; Jean Lefèvre (Vienne), 15 ; Maurice Millet (Cher), 5 ; René Nouvelle (Seine-et-Oise), 5 ; Marcel Testud (Loire), 5 ; Lionel Zakin (Paris), 1. — Total : 1.046 NF.

**LISEZ ET FAITES LIRE**

**PRESENCE DU SYNDICALISME LIBERTAIRE**

par Louis MERCIER

L'exemplaire : 3 NF

**LE SYNDICALISME LIBERTAIRE ET LE « WELFARE STATE »**

d'Evert Arvidsson

L'exemplaire : 2 NF Par colis de 10 : 15 NF

**L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS**

par Roger Hagnauer

L'exemplaire : 1 NF

**EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?**

par Pierre Dichamp

Chaque exemplaire : 1 NF

Commandes à l'Union des Syndicalistes : R. Marcheti, 103, rue Orfila, Paris-20<sup>e</sup>  
C.C.P. 7473-08 Paris

**LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE  
GUERRE MONDIALE**

Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe

par Alfred Rosmer

Prix net : 30 NF

**MOSCOU SOUS LENINE**

par Alfred ROSMER

Prix : 6 NF

**LA CHINE**

par Robert Louzon

Prix : 4 NF (franco)

**TROIS SCISSIONS SYNDICALES**

par Pierre MONATTE

Prix : 7 NF 20

**LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE**

de Roger HAGNAUER

L'exemplaire : 6 NF

**L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE**

par Roger HAGNAUER

L'exemplaire : 9 NF 45

Commandes à La Révolution prolétarienne C.C.P. 734-99 Paris